

JUILLET/AOÛT 2013

LA REVUE **TOUT!**
est à nous ●



N°45
4€

DOSSIER CHINE

CAPITALISME ET DICTATURE, CROISSANCE ET LUTTES SOCIALES



Egypte, l'an III de la révolution



«Manif pour tous», une vague réactionnaire pilotée par l'Eglise



Quatre mois de grève à PSA Aulnay

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NPA

Jihane Halsanbe Editorial **Extrême droite: combattons-la!**

P3

PREMIER PLAN

EGYPTE, L'AN III DE LA RÉVOLUTION

Jacques Chastaing **La marche des classes populaires vers une conscience politique**

P4

Jean-François Cabral **Espoirs, problèmes et difficultés**

P8

ACTU

Jean-Philippe Divès «Manif pour tous» **Une vague réactionnaire pilotée et encadrée par l'Eglise**

P10

Cathy Billard, Aurélie Serva PSA Aulnay **Quatre mois de grève face à un des plus grands groupes de l'automobile**

P12

François Sabado Pour une Europe au service des travailleurs et des peuples **Rompre avec l'Union européenne et l'austérité**

P16

François Sabado Brésil **Le soulèvement**

P19

DOSSIER

Yann Cézard Face à un capitalisme sauvage et despotique **La renaissance du mouvement ouvrier chinois?**

P20

Jean-François Cabral **Une trajectoire dans le siècle**

P22

Jean Sanuk **La Chine dans un monde multipolaire**

P25

Pierre Rousset **D'une classe ouvrière à l'autre**

P28

Au Loong-Yu, Bai Ruixue, Pierre Rousset **L'état du mouvement syndical et des luttes ouvrières**

p30

LECTURES

Henri Clément **Le ravissement de Britney Spears – Le guide du mauvais père – Le Troisième Reich – Le sourire de Mao**

P34

FOCUS

Claude Kaiser Déchets nucléaires à Bure **Le gouvernement tombe sur un os**

P36

© Illustration de Une : Wikimedia commons. Atelier de montage de Seagate, fabricant de disques durs et de logiciels à Wuxi, dans la province chinoise du Jiangsu.

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : contact-revue@npa2009.org

TOUT est à nous!

LA REVUE

mensuel du Nouveau Parti

anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27

Diffusion: 01 48 70 42 31

diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93100

Montreuil

redaction@npa2009.org

Commission paritaire:

0514P11509

Tirage: 3 000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle

Société de presse, d'audiovisuel

et de communication (NSPAC)

SARL au capital de 3500 euros

(durée 60 ans)

Gérant et directeur de

publication:

Ross Harold

Impression:

Rotographie,

Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT*

S'abonner

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et

renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB

à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR,

93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an

22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

70 euros 140 euros

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:



CLÉMENT À JAMAIS DANS NOS MÉMOIRES Extême droite : combattons-la!

PAR JIHANE HALSANBE

L'assassinat de Clément Méric, militant antifasciste, a remis sur le devant de la scène la violence d'extrême droite. Cet acte révoltant n'est pas isolé et fait suite à une série d'agressions ces derniers mois : passage à tabac et intimidations dans les milieux gays, incendies de camps de Roms, molestation d'immigrés et plus particulièrement de femmes voilées... Ces passages à l'acte se sont multipliés avec les manifestations contre le mariage pour tous qui ont été l'occasion pour la droite et l'extrême droite, unies dans l'agitation réactionnaire, de reprendre la rue. En marge des cortèges, les groupes fascistes ont pris de l'assurance. La montée de l'extrême droite s'observe aussi sur le terrain électoral comme en attestent les résultats des législatives partielles dans la deuxième circonscription de l'Oise en mars 2013, où la candidate du FN Florence Italiani avait remporté 48,4% des suffrages au deuxième tour, devancée de peu par l'UMP, et ceux du candidat FN à Villeneuve sur Lot, l'ex-fief de Jérôme Cahuzac.

UN TERRAIN LABOURÉ PAR LE PS ET L'UMP

La montée de l'extrême droite est le résultat de la politique de l'UMP et du PS, à plus d'un titre. Renoncements et démagogie sur le terrain de

l'immigration, devenue depuis des années un « problème », où les « pains au chocolat » de Coppé et les « auvergnats » d'Hortefeux se mêlent aux expulsions de sans-papiers et aux destructions de camps de Roms, quelle que soit la couleur politique du ministre de l'Intérieur.

Mais c'est peut-être plus encore sur le terrain social que les dégâts faits par le PS et l'UMP profitent à l'extrême droite. Marine Le Pen, triomphale, déclarait en mars que « *le FN devient aux yeux des Français, (...) le parti de l'espérance face à l'UMP* ». Et en effet, quelle différence y a-t-il dans la politique mise en œuvre par Hollande par rapport à celle de Sarkozy ? La liste de mesures anti-ouvrières s'allonge sans cesse et dans le même temps les cadeaux aux privilégiés sont légion. Marine Le Pen a beau jeu de dénoncer les affaires et la « classe politique » auquel, au demeurant, elle appartient totalement. Reste que la démagogie de l'extrême droite trouve l'oreille et la sympathie de couches non négligeables de la population sur fond de déception et d'aggravation des conditions de vie qui laissent le champ libre aux « tous pourris », « tous pareils ».

FAIRE RECULER L'EXTRÊME-DROITE

Les réactions provoquées par l'assassinat de Clément Méric

sont loin d'être à la hauteur, mais fort heureusement, dès le lendemain de son agression, puis dans les jours qui ont suivi, il y a eu des rassemblements de plusieurs milliers de personnes pour protester contre la menace que représente l'extrême droite. Mais c'est à une toute autre échelle qu'il faudra se mobiliser pour faire reculer le FN et les groupuscules fascistes.

Au quotidien, sur nos lieux de travail, dans les quartiers, il y a une lutte idéologique à mener contre tous les préjugés qui font le lit de l'extrême droite, relayés bien au-delà de ses rangs, contre les immigrés, les étrangers, les gays, les femmes... A chaque attaque ou provocation de l'extrême-droite, il devient nécessaire de répondre le plus largement possible, en cherchant à gagner une majorité de la population à ce combat pour en dévoiler le caractère politique. Dès à présent, il faut aussi commencer à assurer l'autodéfense contre les exactions commises par des groupuscules fascistes partout où elles ont lieu. Ces tâches doivent être prises en charge par les organisations politiques, syndicales, associatives qui se retrouvent sur le terrain de la lutte contre l'extrême droite afin de se donner les moyens d'agir ensemble.

Mais parallèlement, alors que la crise et les politiques d'austérité divisent et précarisent, il est nécessaire que le mouvement ouvrier reprenne la main sur le terrain social pour empêcher les licenciements, pour contraindre le patronat à de réelles augmentations de salaires, mette à mal les projets gouvernementaux sur les retraites... C'est alors seulement que nous serons en mesure de voir réellement reculer l'influence de masse qu'a gagnée l'extrême droite. Combien de temps encore laissera-t-on une grande bourgeoisie comme Marine Le Pen se faire le chantre du « petit peuple » ? Combien de temps notre faiblesse laissera-t-elle la place à cette imposture ? Chaque recul que le mouvement ouvrier subit crée le terrain de la désespérance sur laquelle progresse l'extrême-droite. Les organisations du mouvement ouvrier portent une importante responsabilité pour que notre camp social reprenne confiance en ses forces et développe ses propres perspectives politiques. Ne pas organiser de riposte aux mauvais coups du patronat et du gouvernement permet à l'extrême droite de gagner du terrain. C'est dès maintenant que cela se prépare. □

EGYPTE, L'AN III DE LA RÉVOLUTION LA MARCHÉ

PAR JACQUES CHASTAING

En Égypte comme ailleurs, l'auto-organisation s'inscrit dans la marche des classes exploitées pour sortir de leur apathie politique et aller vers une prise de conscience de leur rôle propre. Les révolutions arabes ont ouvert une période de chamboulement de la planète, mais elles sont aussi un déchiffrement des transformations économiques et sociales mondiales et de leurs conséquences sur les chemins que prend la conscience des opprimés en marche vers leur émancipation.



© Photothèque rouge/Romain Hingant.
Le Premier Mai 2011 au Caire



La crise a conduit le capitalisme à la fuite en avant de l'endettement, dont nous voyons les effets ici, mais aussi à la recherche de nouveaux marchés comme de nouveaux prolétaires à bas salaires, à une nouvelle géographie industrielle planétaire, à la mise en concurrence des travailleurs du monde et à la dérégulation mondiale des protections sociales. Telles sont les bases structurelles des soulèvements actuels, de l'Égypte à la Turquie et au Bangladesh.

En détruisant les structures agricoles traditionnelles, la libéralisation économique mondiale a poussé les pauvres de la campagne à chercher une vie meilleure dans les villes, ce qui a conduit à une urbanisation débridée. Le Caire est passé de trois millions d'habitants dans les années 1960 à plus de 20 millions aujourd'hui. Une foule de villes moyennes et petites ont émergé. Sur les 100 millions d'habitants du monde arabe en 1950, 26% vivaient en ville. Aujourd'hui ils sont plus de 66% pour les 350 millions actuels. Alexandrie a plus de cinq millions d'habitants, Port Saïd, Suez, Mahalla, Mansoura, que les luttes nous ont fait connaître, dépassent toutes les 500 000 habitants. L'Égypte a une population de 85 millions d'habitants, très jeune (âge médian de

24 ans), une densité d'habitat six fois plus importante que celle de la Hollande – la plus forte d'Europe –, une classe ouvrière de huit millions de salariés, avec le secteur industriel le plus développé du monde arabe (24 000 salariés par exemple chez *Misr Filature et Tissage* sur le site de Mahallah al Kubra), et un secteur informel de petits boulots au jour le jour occupant de 10 à 17 millions de travailleurs. Ces derniers sont plus stigmatisés socialement que des criminels ou des vendeurs de drogue, ils n'ont bien sûr aucune protection en cas d'accident ou maladie, pas de retraite et leurs enfants n'osent le plus souvent pas dire ce que font leurs parents.

Pourtant, c'est ce prolétariat qui a joué et continue à jouer un rôle central dans les soulèvements qui secouent le pays, mais jusqu'à ce jour sans représentation politique. C'est cette contradiction et la marche vers cette conscience des exploités qui sont la clef de tous les faits politiques de ces deux dernières années en Égypte.

DES TRANSFORMATIONS OBJECTIVES CONSIDÉRABLES

Cette contradiction trouve ses bases dans la jungle de la ville qui bouscule les traditions et détruit les solidarités anciennes, mais aussi ce qu'il y a de plus pesant et

DES CLASSES POPULAIRES VERS UNE CONSCIENCE POLITIQUE



© Wikimedia commons.
Manifestation dans le district de Shubra, au
Caire, le 25 janvier 2013

coercitif dans la tradition, créant ainsi un « espace de liberté » mettant à mal les anciennes autorités familiales, patriarcales ou religieuses. « Liberté », certes, d'un prolétariat féminin et enfantin à être exploité sans limites. Mais en même temps qu'elle devient cette jungle, la ville mixte les traditions et les horizons et fait rentrer ces travailleurs dans le prolétariat mondial.

On estime à trois millions les habitants des bidonvilles du Caire aux conditions de vie dramatiques, dont un million dans son seul cimetière. Un million d'enfants abandonnés sont livrés à eux-mêmes dans les rues des villes. Gavroches des temps modernes, on les trouve souvent dans les rangs des Ultras ou en première ligne des affrontements avec la police. En même temps, on compte dans le pays 21,7 millions d'internautes.

Avec la ville, sa concentration des hommes, ses libertés et internet, le poids de la jeunesse s'est démultiplié. Les hommes d'âge mûr, qui jusque là, en assumant l'autorité dans la famille, patriarcale et religieuse, jouaient un rôle modérateur, ont perdu de leur ascendant. De ce fait, devenus plus « libres » aussi, ils se trouvent à leur tour entraînés dans la révolution. Rien de plus étonnant que de les voir prendre leur part aux combats de plus en plus nombreux.

Sur le terrain industriel, l'ouverture à la concurrence mondiale a amené la privatisation des productions d'État les plus traditionnelles, comme le textile dont les entreprises sont souvent rachetées par le capital indien, dans des conditions dégradées pour les salariés. Les terres sont reprises aux paysans au profit de grands latifundiaires. La libéralisation de l'économie mondiale a parfois entraîné une certaine industrialisation, mais surtout la fermeture des entreprises d'État (4600 fermetures d'entreprises en 2012) et la destruction des services publics, provoquant la croissance de la pauvreté d'un côté... et de la richesse de l'autre. La pauvreté est passée de 39% de la population en 1990 à 48% en 1999 dans les régions urbaines, de 39% à 55% dans les régions rurales. Aujourd'hui, plus de 40% vivent avec moins d'un euro par jour. De ce fait, en cherchant à échapper aux vieilles institutions dans lesquels ils étaient enfermés, des masses d'hommes ont façonné des vagues d'immigration d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Dans le monde arabe, plus de 22 millions ont émigré, souvent dans les pays du Golfe mais aussi en Europe ou plus loin encore. Dans le désespoir qui frappe ces pays, il n'y avait qu'un échappatoire : fuir à l'étranger, y travailler, faire des

études, partir, rêver d'un ailleurs meilleur. Mais une bonne partie des émigrés dans les Etats du Golfe est revenue. Quand aux frontières européennes, elles sont de plus en plus hermétiques... ce qui n'a pas été pour rien dans les soulèvements actuels.

L'urbanisation et l'émigration ont non seulement montré un autre monde, mais l'ont fait pénétrer en provoquant une véritable révolution matrimoniale qui sape les bases des régimes dictatoriaux comme les assises de la religion traditionnelle, fondés tous deux sur la famille patriarcale, le mariage en bas âge et entre cousins germains, la soumission des femmes et un taux de fécondité élevé. En trente ans en Égypte – mais l'évolution est semblable dans tous les pays arabes –, avec une urbanisation considérable et une immigration importante, bien des femmes se sont mises à travailler, l'âge du mariage qui était de 17-18 ans pour les femmes est passé à 23 ans, 27 pour les hommes. Ce qui signifie un célibat plus long et une période de disponibilité à l'action collective également. La fécondité est passé de six à sept enfants à environ trois. On estime le taux de contraception à près de 60%. Le nombre d'avortements, encore interdits, explose. L'écart

d'âge traditionnellement élevé entre époux diminue, comme l'habitude du mariage endogame. La durée du mariage, assez courte du fait des facilités de répudiation pour les hommes, s'allonge. La polygamie a quasiment disparu.

La violence actuelle du traditionalisme religieux est une réaction d'un monde dépassé par cette évolution, dans laquelle l'effondrement électoral brutal des Frères musulmans trouve ses fondements. La place Tahrir, où cohabitaient sans problèmes hommes et femmes, a donné un visage à ce chamboulement en montrant que ces archaïsmes ne sont pas inscrits au plus profond de la nature humaine et ne tiennent que par ces régimes dictatoriaux qui y trouvent leurs assises.

La famille, le mariage, l'héritage, les frontières nationales, l'éducation, les formes de collectivité, la représentation politique, religieuse et enfin la propriété sont tous en crise. La crise révolutionnaire n'est pas prête de finir.

MOBILISATIONS ININTERROMPUES ET CROISSANTES

Contrairement à ce qui est souvent dit, la révolution égyptienne n'a été ni étouffée par un soi-disant hiver islamiste, ni ne s'est éteinte peu à peu par usure lente.

Comme preuve, le mois d'avril 2013, avec 1462 mouvements de protestation recensés par le Centre international de développement - 48 par jour -, dont 62,4% ont un caractère économique et social. Cela bat non seulement tous les records de l'histoire égyptienne, mais représente aussi un sommet mondial pour ce mois. En comparant quantitativement, les mois qui ont séparé les deux révolutions russes de 1917 paraissent être un long fleuve tranquille. Car le mois de mars a quasiment été aussi agité avec 1354 protestations. De fait, depuis la prise du pouvoir par Morsi et les Frères musulmans, en juillet 2012, le nombre des luttes a plus que doublé. La seule année 2012 comptait déjà plus de mouvements que les dix années précédentes.

Des millions d'Égyptiens ont été entraînés sur la scène politique où ils ont fait leur propre expérience. Certains pour la première fois, et parfois utilisés par leur patron ou directeur pour faire pression sur les autorités. Mais d'autres en sont déjà à leur cinquième ou sixième grève en deux ans, sans parler de la participation à des protestations de quartier ou à des manifestations politiques. Tous, directement ou par capillarité, sont plus expérimentés et organisés qu'ils ne l'ont jamais été. De nouveaux militants se forment, cherchent des aliments idéologiques place Tahrir ou à l'université. Tous les lieux de débats, sortant peu à peu

les classes exploitées égyptiennes de leur hébétude, les montrent capables de s'aider elles-mêmes et pesant de plus en plus sur les autres catégories sociales.

Sur les dix derniers mois, depuis que Morsi est au gouvernement, la révolution a d'abord pris en septembre et octobre 2012 la forme de larges mouvements sociaux centralisés à but économique, autour des grèves générales des enseignants et des médecins. En novembre et décembre, elle est devenue un grand mouvement politique autour de l'exigence de la chute du régime, considéré comme une nouvelle dictature. Elle a regroupé le 4 décembre jusqu'à 750000 manifestants dans les rues du Caire et autour du palais présidentiel, obligeant Morsi à la fuite, sauvé par la pusillanimité de l'opposition qui l'a accompagné dans le détournement du mouvement insurrectionnel dans les urnes d'un référendum constitutionnel et religieux. Avec l'abstention massive lors de ce scrutin en décembre, le peuple a fait l'expérience de la mise en minorité de l'ensemble de ses partis.

En janvier, février et mars 2013, ce sont les villes du canal de Suez en insurrection qui ont massivement bravé l'état d'urgence et ridiculisé l'autorité du pouvoir islamiste qui l'avait mis en place. Mais ce sont aussi les villes ouvrières du delta du Nil, comme Mansoura et Mahalla, qui ont symbolisé la contestation dans tout le pays de l'autorité

© DR
Le Parti communiste égyptien et les Socialistes révolutionnaires dans la manifestation du Premier Mai 2013 au Caire.



du gouvernement, de la police et des islamistes, avec de très nombreux sièges du Parti de la liberté et de la justice (Frères musulmans), commissariats ou préfectures, brûlés ou saccagés. Les immenses appareils policiers (4 millions), militaire (3 millions) et religieux (2 millions de Frères musulmans) qui imposaient la terreur semblent paralysés. Dans les mosquées, on voit des imams dénoncer le faux islam des salafistes et des Frères musulmans. On y a même vu un très jeune conférencier faire l'apologie de l'athéisme devant une foule de curieux. Il n'est pas même jusqu'à l'université Al Azhar, foyer central de l'islam moyen-oriental, qui ne soit entraînée par ses étudiants dans une contestation tous azimuts.

RUPTURES SUCCESSIVES

Sous le gouvernement de l'armée de janvier 2011 à juillet 2012 et à travers neuf élections, les Egyptiens ont rompu avec leurs illusions sur l'armée et la démocratie représentative. Depuis le gouvernement des Frères musulmans, ils ont rompu avec les illusions sur l'islam politique et apprennent à le faire avec le FSN, front des partis d'opposition sous la direction des libéraux, démocrates et socialistes nassériens.

C'est pourquoi on a vu apparaître à partir de janvier 2013 des milices d'auto-défense, baptisées par la presse du nom commun de Black Block, pour se défendre de l'extrême violence des forces de police, rompant ainsi avec les traditions de non violence légale de l'opposition institutionnelle. C'est pourquoi sont apparus également des amorces d'auto-organisation populaire: conseil de ville à Mahalla et Kafr el Sheick, embryon de police populaire, prison pour les Frères musulmans et ébauche d'éducation prises en main par la population à Port Saïd, témoignant d'une logique où se pose la question de la démocratie directe et donc aussi celui de ses objectifs.

En mars et avril, en même temps que l'on assistait à un effondrement électoral des islamistes lors du scrutin pour la représentation électorale du milieu étudiant, et que les universités faisaient ainsi un pas de plus vers des foyers d'agitation politique permanente, la révolution, dans une espèce de respiration, se déplaçait vers les questions économiques. En commençant par une grève générale des cheminots, une multitude de mouvements sociaux émiettés, d'usines et de quartiers, ont éclaté contre des hausses de prix et des pénuries

de fuel ou coupures d'électricité. Avant que peut-être les baisses des subventions sur les produits de première nécessité, programmées par le gouvernement, n'unifient à nouveau le mouvement sur un même terrain, social mais qui deviendrait alors brutalement politique.

En avril, un fait a été particulièrement significatif. Le grand journal libéral *Al Masry al Youm*, propriété d'hommes d'affaires, a fermé ses portes. Ceux-ci ont estimé qu'il avait joué son rôle en aidant à la chute de Moubarak, mais qu'aujourd'hui, où les temps sont à l'alliance entre islamistes et libéraux, une information libre ne pouvait que profiter à la classe ouvrière. En réponse, pour sa dernière parution, ses journalistes ont fait un numéro spécial expliquant qu'il ne pouvait y avoir de démocratie réelle sans démocratie économique et justice sociale!

La convergence actuelle de la perte des illusions et du développement des luttes

ouvre la voie à différentes formes de démocratie directe, tendant par là à traduire en actes les évolutions souterraines qui ont transformé les relations entre les hommes et les femmes, le type de famille, de mariage, l'héritage, l'éducation, la religion et la propriété: questions de la révolution permanente.

Ce n'est qu'habités de cette conscience émergente que les hommes peuvent se rendre acteurs de leur propre histoire au travers de leurs luttes. Celles-ci ont commencé par la prise des places publiques, elles ont continué par la construction de syndicats et associations diverses. Elles pourraient se poursuivre par des comités de lutte d'usines, ou de villes et leurs coordinations à des échelles, pourquoi pas, transfrontalières. C'est alors que leur portée sera d'autant plus grande que leur langage sera commun à l'humanité nouvelle qui se cherche des rives du Nil jusqu'aux rives du Bosphore. □

FIN JUIN, LA FIÈVRE MONTE À NOUVEAU

Depuis dimanche 16 juin et la nomination par Morsi de sept nouveaux gouverneurs des Frères Musulmans, plus un du groupe terroriste Jamma Al Islamiya (responsable de l'attentat qui avait tué 58 touristes en 1997) dans la région de Louxor, les affrontements ne cessent pas devant ou dans les sièges des gouvernorats de plusieurs villes.

Ainsi à Menoufyia, les routes d'accès au gouvernorat sont coupées depuis trois jours par des manifestants, tout comme les câbles téléphoniques du siège du gouvernorat. Le bâtiment du gouvernorat de Fayoum a été saccagé. A Gharbeya, des combats ont lieu pendant que le siège des Frères musulmans a été incendié, tout comme le siège du FJP (parti des Frères musulmans) à Tanta, et que le bâtiment du gouvernorat a été partiellement détruit et des armes de la police dérobées. A Damiette, le gouverneur n'a pas pu rentrer dans le siège du gouvernorat, bloqué par les manifestants. A Kafr el Sheikh, le gouverneur a vu sa voiture brûlée pour la deuxième fois (déjà en février 2013) et sa maison attaquée au cocktail molotov. A Mahalla, les affrontements ont eu lieu dans les rues de la ville tandis que les sièges des gouvernorats d'Ismaïlia, Daqahliya et Beni Souef étaient bloqués par des sit-in, tout comme celui de Louxor où les salariés du tourisme, portant des pancartes disant « *Nous ne voulons pas des terroristes* », ont appelé à maintenir le sit-in jusqu'au départ du gouverneur. Enfin, le bureau du député Sayed Askar, ancien responsable des affaires religieuses au parlement, a été saccagé.

En même temps, la tension sociale grandit avec une inflation annuelle officielle de 8,2% (en mai), c'est-à-dire une augmentation des prix courants de parfois 40%. Le bureau des statistiques constatait ainsi une baisse des achats de 70%, les gens n'achetant plus que les produits de première nécessité. Les coupures d'électricité et la pénurie de carburant ont provoqué ces derniers jours une recrudescence des tensions à proximité des stations-service. En ont résulté des bagarres voire des tirs d'armes à feu et de nombreux barrages routiers, comme sur la route Le Caire-Alexandrie, ou de voies de chemins de fer par une population exaspérée; des blessés ont été relevés parmi les manifestants comme dans la police.

Dans ce contexte de difficultés économiques grandissantes, on voit de plus en plus de gens réduits à piller les sites archéologiques, comme à Beni Souef pour vendre des objets aux touristes. Selon les estimations, 1,6 millions d'enfants travaillent dès l'âge de 5 ans, surtout dans l'agriculture ou comme domestiques. Des grèves éclatent pour les salaires (record mondial de manifestations depuis le début de l'année 2013), comme dernièrement celle des employés de l'université d'Alexandrie, qui a occasionné sa fermeture.

La campagne de signatures dite « Rébellion », soutenue par l'ensemble de l'opposition, vient d'annoncer qu'elle avait récolté plus de 15 millions de signatures déclarant l'illégitimité du président Morsi et appelle à une manifestation massive le 30 juin. Tandis que les partis libéraux, socialistes nassériens et démocrates réclament des élections présidentielles anticipées, beaucoup entendent imposer le départ immédiat du président à travers l'occupation illimitée de la rue et des places. En attendant, le pouvoir multiplie les arrestations et condamnations d'opposants, pendant que des groupes salafistes appellent à manifester de manière permanente du 21 au 30 juin et à former des comités populaires pour protéger le palais présidentiel qui sera la cible de la manifestation au Caire. La révolution continue.

EGYPTE, L'AN III DE LA RÉVOLUTION

Espoirs,

La révolution égyptienne est un mouvement profond, de longue durée, qui sape lentement tous les dispositifs de domination et d'encadrement de la population, qu'ils soient institutionnels, religieux ou idéologiques. Dans le même temps, les révolutionnaires sont confrontés à des difficultés qu'il ne sera pas aisé de surmonter...

L'approfondissement de la crise économique joue évidemment un rôle décisif. La croissance de la dette est spectaculaire. Le gouvernement a tenté jusqu'à présent de vivre à crédit pour lâcher un peu de lest face à la population. Désormais l'austérité est à l'ordre du jour, condition sine qua non pour continuer à emprunter. C'est ainsi que le prix du gaz, subventionné par l'Etat, devrait être très fortement réévalué. L'Egypte en dispose de réserves importantes et tout le monde l'utilise pour tout : cuire le pain, alimenter les pompes à eau pour l'irrigation, ou faire rouler les voitures. Conséquence des premières hausses, l'activité a déjà commencé à reculer, ce qui ne fait qu'encourager le gouvernement – dont les choix libéraux sont clairement affirmés – à avancer prudemment devant le risque d'explosion sociale. Autre exemple, le prix des loyers. Le prix d'un taudis est de 300 LE¹, celui d'un appartement convenable est de 3000 LE (sans compter le « pas de porte » de plusieurs dizaines de milliers de LE). Un jeune médecin employé dans un dispensaire gagne... 300 LE (par contre, dans les meilleurs hôpitaux privés, certains médecins peuvent gagner 50 ou 100000 LE, voire bien davantage !) Une bonne partie du parc locatif au Caire bénéficie encore aujourd'hui d'un dispositif d'encadrement mis en place par Nasser, équivalent aux « loyers 1948 » à Paris. Résultat : un logement très acceptable peut coûter

30 à 50 LE par mois. Les propriétaires n'en peuvent plus. Tôt ou tard (et sans doute assez vite), ce dispositif devrait être mis en cause. Mais ce jour-là, c'est tout un équilibre qui sera rompu...

En même temps, la crise politique s'accroît. Le discrédit des Frères musulmans est une réalité impressionnante que l'on peut mesurer à tous les niveaux, y compris dans leurs fiefs comme le syndicat des médecins auxquels ils offraient depuis longtemps des emplois au sein des structures caritatives. Fait significatif, l'idée qu'ils sont « comme les autres » se répand partout, à cause des nombreuses affaires de corruption qui les mettent en cause.

Pourtant les difficultés auxquelles sont confrontés la jeunesse révoltée et le mouvement ouvrier sont bien réelles.

LES ISLAMISTES ET LA RÉPRESSION

Depuis les affrontements de décembre 2011, au cours desquels les militaires avaient été en première ligne pour réprimer et emprisonner sans jugement des milliers de jeunes de la place Tahrir, l'armée se tait et observe. Elle s'était donnée le beau rôle en destituant Moubarak, maintenant elle laisse les islamistes se salir les mains à leur tour, tout en défendant ses prérogatives (elle contrôle près du quart de l'économie égyptienne). Washington, de son côté, envoie régulièrement des signaux indiquant que le régime des Frères peut être une solution pour stabiliser la situation.

A première vue, la poussée des salafistes pourrait menacer la domination des Frères musulmans. Mais les salafistes se sont longtemps contentés de soutenir le régime en place, avant de se jeter dans l'arène politique en créant un parti, Al-Nour. Celui-ci a remporté 24% des sièges de l'Assemblée du peuple lors des premières législatives, contre 47% pour le Parti de la justice dirigé par les Frères. La concurrence est donc sérieuse. Mais à chaque fois que la contestation s'est un peu amplifiée, tant du côté de la jeunesse

révolutionnaire que dans le « camp laïc » proche de la bourgeoisie libérale, les deux courants ont toujours su faire front ensemble.

Les rumeurs de complot sont incessantes. En avril-mai, après que les Frères avaient perdu plusieurs élections dans les universités, de mystérieuses intoxications alimentaires ont alimenté la suspicion envers les adversaires du régime. La stratégie de l'affolement est une des armes les plus couramment utilisées dans un pays où une partie de la population, notamment dans les campagnes, dispose de peu de moyens d'information et s'inquiète des désordres engendrés par la révolution.

Méthodiquement, le gouvernement sous l'autorité du président Morsi élu en juin 2012 tente d'accroître son emprise sur un appareil d'Etat qui a longtemps combattu les Frères musulmans, tout en ayant abrité en son sein nombre de ses sympathisants, même dans les moments de forte répression... En apparence, la police semble mal en point. La presse insiste sur les centaines de lynchages qui ont eu lieu depuis quelques mois. En mai, à Qatawiya dans le delta du Nil, des centaines d'habitants ont tué le fils d'un notable, figure locale des Frères musulmans, pour venger l'assassinat d'un villageois. C'est sans doute le signe que la population n'est plus prête à se laisser faire. Mais l'absence de la police a encore accru l'inquiétude de voir le pays sombrer dans le chaos, tout en créant une sorte d'illusion. Car l'appareil policier se reconstitue bien plus qu'il n'y paraît, même si des tensions avec le pouvoir peuvent vite ressurgir.

Une des grandes inconnues est ce que sont devenus les centaines de milliers d'informateurs et auxiliaires divers que le pouvoir avait l'habitude de mobiliser selon ses besoins, et que la population appelle les « baltaguis », les voyous. Eux aussi ont semblé pendant un moment s'être évaporés. Certains semblent pourtant avoir été intégrés dans ce qui pourrait ressembler à des « milices » contrôlées par les salafistes. Il est difficile de le démontrer avec

problèmes et difficultés

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL

certitude, mais les passerelles semblent nombreuses avec les Frères, capables de les utiliser à l'occasion de certaines contre-manifestations.

Un fait inquiétant: les assassinats ciblés, depuis quelques mois, de militants de gauche ou d'extrême gauche, ou de personnes connues pour être actives dans le mouvement de la jeunesse. Apparemment bien préparés, ces meurtres ont été présentés comme le résultat de «bagarres» qui auraient mal tourné, laissant planer une nouvelle inquiétude sur une répression qui aurait alors une tout autre envergure.

L'OPPOSITION LIBÉRALE, LE MOUVEMENT OUVRIER ET LES RÉVOLUTIONNAIRES

L'opposition libérale s'est désormais en grande partie alliée aux partisans de l'ancien régime, cherchant au travers de la création du Front de salut national à propager l'illusion d'un seul camp, celui des laïcs face aux religieux. Elle mène aujourd'hui le combat à deux niveaux.

Au sein des institutions, les juges le plus souvent liés à l'ancien régime n'ont pas hésité à mettre en examen le Premier ministre, avant de déclarer inconstitutionnels... l'Assemblée constituante et le Sénat, tout en laissant à ce dernier la possibilité de continuer à légiférer: en réalité, une forme de compromis dans le bras de fer apparent qui les oppose aux islamistes. De son côté, le Sénat garde sous le coude un projet de loi qui devrait évincer plus de la moitié des juges de la Haute-Cour... mais il n'en fait rien pour l'instant.

Plus sérieusement, les partis regroupés au sein du FSN ont lancé une grande campagne de pétition («Tamarod», la rébellion) demandant la démission de Morsi. Cette initiative se situait évidemment en retrait par rapport aux manifestations de décembre dernier qui avaient obligé Morsi à fuir en catimini son palais. Mais l'obtention de plus de 15 millions de signatures aujourd'hui, sous l'impulsion des jeunes qui s'en sont emparés, est en train de créer un vrai courant d'opinion

susceptible de déborder le cadre politique restreint voulu par ses initiateurs, et de provoquer de nouvelles confrontations à l'occasion du premier anniversaire de l'élection de Morsi, le 30 juin.

Le fait est que tout cela se déroule dans un contexte particulier, où la classe ouvrière est bien présente: il n'y a jamais eu autant de grèves ouvrières depuis le début de la révolution. Mais ce constat doit aussi être tempéré, car il y a peu de victoires. Dans un contexte de crise économique, bien des patrons préfèrent lock-outer l'usine avant de réembaucher d'autres travailleurs à de nouvelles conditions, ou placer leurs capitaux ailleurs. L'usine textile de Mahalla Kubra, véritable symbole des luttes ouvrières depuis 2006, est en faillite. Il n'y a aucun repreneur en vue.

Le mouvement ouvrier n'a pas la même histoire qu'en Tunisie. Le syndicat officiel ETUF n'est pas seulement totalement intégré à l'appareil d'Etat depuis l'époque nassérienne, il n'a jamais eu le moindre rôle de contestation. Mais il reste incontournable car les cotisations sont prélevées à la source par l'employeur et servent entre autres à alimenter les caisses de retraites, et bien sûr une corruption énorme. Deux nouvelles confédérations existent pourtant: le syndicat indépendant EFITU (Fédération indépendante des syndicats égyptiens) dirigé par Kamal Abou Aita, un militant nassérien qui avait animé il y a quelques années une très importante grève des collecteurs d'impôts fonciers; et l'Association démocratique des travailleurs dirigée par Kamal Abbas, réputé proche de l'extrême gauche, qui avait lui aussi animé dans le passé une grève majeure dans une usine sidérurgique d'Helwan, dans la banlieue nord du Caire, avant de créer un «centre social», lieu de regroupement pour les résistances ouvrières. Les deux jouissent d'un respect important mais n'arrivent pas à aller au-delà d'un petit nombre d'adhésions pour l'instant.

Le 1^{er} mai, le flot des manifestants était particulièrement maigre. La «fête du

travail» officielle est désertée, mais sans laisser place à d'autres traditions, ce qui reflète aussi à cette étape le manque de coordination entre les multiples foyers de résistance, pourtant bien réels.

A l'extrême gauche, deux organisations existent, issues d'un même courant, l'IST². Le Renouveau socialiste participe à un vaste regroupement antilibéral, le Tahaluf (Alliance populaire socialiste). Il est aujourd'hui confronté à deux difficultés: le fait d'avoir soutenu deux candidats au moment des présidentielles, Khaled Ali de la gauche radicale qui a obtenu 140 000 voix, et Abdel Fohtou présenté comme un dissident de gauche des Frères musulmans; et le fait de se voir imposer par d'autres courants au sein de Tahaluf une orientation de soutien au FSN. Le résultat n'est guère lisible.

Les Socialistes révolutionnaires de leur côté poursuivent méthodiquement leur construction en tant que groupe indépendant. Mais ils restent handicapés par leur politique d'interpellation des milieux influencés par les islamistes au moment où une partie de la jeunesse s'est aussi radicalisée contre les islamistes.

La tâche est donc immense. Les espoirs aussi. □

¹ Un euro = 9 livres égyptiennes (LE).

² International Socialist Tendency, le courant international dirigé par le SWP britannique.

« MANIF POUR TOUS »

Une vague réactionnaire pilotée

Les partisans de « la manif pour tous » ont, dans la dernière étape de leur mobilisation, multiplié les références à un « Mai 68 à l'envers », un « contre-Mai 68 » ou encore un « Mai 68 de droite »¹. En réalité, la manifestation nationale du 26 mai 2013 a plutôt marqué le chant du cygne de leur mouvement. Mais quelles en ont été réellement les forces motrices ?

Quelques instants suffisaient pour saisir la nature de classe des manifestations : messieurs et dames des beaux quartiers de Paris ou Versailles, mocassins haut de gamme et foulards Hermès, bourgeois moyens et petits de nos bonnes provinces et de nos banlieues « calmes », familles au complet hésitant entre discipline et encaissement, jeunes des patronages et des grandes écoles aussi virulents que bien propres sur eux... La diversité sociale tant vantée par les organisateurs se réduisait à celle de la vieille société conservatrice et réactionnaire (et à l'occasion contre-révolutionnaire), à nouveau réunie dans une croisade pour ses prétendues valeurs morales.

UNE « DROITE D'EN BAS »

Les animateurs de ce « mouvement social » de droite ont su habilement usurper et détourner des références de gauche ou progressistes : non seulement à Mai 68 mais aussi aux Lumières, à 1789, à la Résistance, et jusqu'aux luttes récentes du mouvement ouvrier (« on ne lâche rien ») ou aux révolutions arabes (le « printemps français »). Là s'arrête cependant toute comparaison avec les mobilisations des travailleurs et de la jeunesse. Au-delà des emprunts démagogiques, les vraies revendications étaient celles de la « famille », la « dignité humaine », « la civilisation chrétienne de notre pays »... Et puis les paroisses et groupes de prière, sous l'autorité de monsieur le curé ou monsieur l'aumônier, c'est tout de même autre chose

que les entreprises, les facs et les lycées. Plus pertinente que la référence à Mai 68 est l'analyse soulignant l'apparition d'une « droite d'en bas ». Il est un fait qu'aucun parti de droite (UMP, UDI) ou d'extrême droite (FN) n'a orienté ou dirigé le mouvement. D'abord, parce que la droite connaît elle-même une crise de direction, que l'affrontement Copé-Fillon avait mis spectaculairement en relief² ; de nombreux manifestants se reconnaissaient d'ailleurs comme des « déçus de la droite d'en haut », descendant dans la rue en réaction à leur frustration. Ensuite, parce que les divers partis réactionnaires ont été eux-mêmes très divisés.

L'UMP ET LE FN DIVISÉS

Si Copé et les sarkozystes se sont investis à fond, Fillon, Juppé et d'autres dirigeants de l'UMP ont eu une position beaucoup plus réservée, appelant même à ne plus manifester après la promulgation de la loi. Une expression de leur conflit a été l'appel – infructueux – du vice-président copéiste, Peltier, à sanctionner Kosciusko-Morizet pour son abstention sur la loi en la faisant battre dans la primaire UMP de Paris.

De fortes contradictions se sont aussi manifestées dans le FN, recoupant en partie les deux camps d'une autre « guerre des chefs », celle du congrès de janvier 2011³. Le perdant, Gollnisch, et en général l'aile traditionaliste du FN, ont été aux premiers rangs de la protestation – avec les deux députés, Maréchal-Le Pen et Collard. Mais cela n'a pas été le cas de Marine Le Pen et de son équipe rapprochée : centrés sur leur stratégie consistant à disputer au PS l'électorat ouvrier et populaire, ils n'ont eu de cesse de prendre leurs distances, ne participant à aucune manifestation et dénonçant même la controverse comme une « diversion » de « l'UMPS ». Rien de progressiste pour autant dans un discours qui suggérait en permanence que le « problème principal » n'est pas l'homosexualité mais l'immigration musulmane...

Ce positionnement a accru les marges de manœuvre d'une galaxie de groupes plus « radicaux », néonazis ou autres. Le plus

médiatique d'entre eux, le « Printemps français », a réuni « quelques nervis de la mouvance identitaire, sans doute, mais beaucoup plus sûrement les lointains descendants d'un catholicisme de combat né à la fin du XIX^e siècle en réaction à l'anticléricalisme d'Etat », selon l'historien et universitaire spécialiste de l'extrême droite, Grégoire Kauffmann, qui ajoute que sa porte-parole, Béatrice Bourges, « a subi la forte influence d'Ichthus, émanation de l'association maurrassienne la Cité catholique. »⁴

LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE ET SES RÉSEAUX

Les intégristes catholiques ont en effet été très actifs dans cette éruption réactionnaire. Parmi eux, les dissidents « léfbvristes » de Civitas, liés à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, tout comme ceux, reconnus par le Vatican et plus influents, de la Fondation Jérôme Lejeune (dont la responsable de la communication, Ludivine de la Rochère, présidait la « manif pour tous ») et de l'Alliance Vita de Christine Boutin et Tugdual Derville, autre porte-parole national du mouvement. Mais c'est l'Eglise de France tout entière qui s'est mise en mouvement. Ce sont ses paroisses, son réseau associatif très dense, avec la Confédération nationale des associations familiales catholiques et Familles de France, qui ont au premier chef structuré les mobilisations. Il est notable que nombre des animateurs du mouvement, à l'instar de la « modérée » Frigide Barjot, avaient fait leurs premières armes dans l'organisation des JMJ (les Journées mondiales de la jeunesse initiées par Jean-Paul II).

C'est la hiérarchie catholique en tant que telle qui a été aux manettes, du début à la fin. A commencer par ses deux figures principales, le « primat des Gaules » Philippe Barbarin et l'archevêque de Paris, président (jusqu'en avril) de la Conférence des évêques de France, André Vingt-Trois. Dans sa dernière allocution devant cette assemblée, prononcée après l'adoption de la loi, Vingt-Trois affirmait que « ce passage en force » peut contribuer « à paralyser la

é et encadrée par l'Eglise

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

vie politique» et provoquer une montée de la «*violence*»! *Le Figaro* du 16 avril commente: «*Alors que le président des évêques aurait pu lancer un appel au calme face à la crispation et au ton des manifestants anti-mariage pour tous, il les a encouragés à ne pas baisser les bras et à pratiquer une sorte d'objection de conscience*».

LES RESPONSABILITÉS DU GOUVERNEMENT ET DU PS

Beaucoup se posent la question: pourquoi l'opposition au mariage et à l'adoption pour tous a-t-elle pris une telle ampleur, alors que des lois similaires ont été adoptées avec moins de difficultés dans des pays réputés ultra catholiques, tels que l'Etat espagnol ou l'Argentine? Pour commencer, n'oublions pas que du fait de la complicité ouverte de l'Eglise catholique avec le franquisme et la dictature militaire argentine, elle fait toujours dans ces deux pays l'objet d'un discrédit et d'un rejet très forts, qui malheureusement n'existent pas ou plus à un tel niveau en France.

Au-delà, les causes sont liées à la crise, qui exaspère aussi les frustrations des secteurs moyens et petits de la bourgeoisie, et surtout à la politique du gouvernement et du PS. Les réactionnaires leur doivent beaucoup.

Comme effrayés de leur propre audace, le gouvernement et le PS n'ont en effet pas cessé de reculer, en particulier sur la PMA, reléguée aux oubliettes. De Jospin pour qui «*l'idée fondamentale*» est que «*l'humanité est structurée entre hommes et femmes*» et «*pas en fonction des préférences sexuelles*», à Royal qui «*n'aurait pas donné le nom de mariage*», sans oublier Hollande évoquant une «*liberté de conscience*» des maires, ils ont multiplié les signes d'indécision qui ont encouragé les opposants.

Tenant cyniquement d'utiliser leur seule réforme un peu progressiste pour faire oublier une politique économique et sociale entièrement au service du patronat, ils ont choisi sciemment de faire traîner le processus législatif en longueur. Du pain-bénit pour les réactionnaires qui ont eu tout le temps de se mobiliser et ont pu lancer des slogans tels que «*la priorité, c'est Aulnay, pas le mariage gay*» ou «*on veut du boulot, pas du mariage homo*».

D'autant que la décision avait été prise au plus haut niveau de leur laisser le monopole de la rue. Après la manifestation du 27 janvier en soutien au projet de loi, l'Inter-LGBT, contrôlée par le PS et disposant d'un pouvoir de convocation incontournable, a

brutalement stoppé la mobilisation au prétexte de laisser se dérouler sereinement le processus parlementaire. Face aux agressions homophobes qui se multipliaient, les quelques réactions de rue, minoritaires, ont été lancées à l'initiative d'associations telles qu'Act-Up – sans oublier le rôle des militant-e-s du NPA.

Reste la question de savoir à qui pourrait profiter, au plan politique, cette vague réactionnaire à travers laquelle on dit que se serait forgée une «*nouvelle génération de droite*». A l'UMP, qui se trouverait requinquée et relégitimée par le premier grand mouvement de contestation du gouvernement «*de gauche*»?⁵ Au FN, dont des responsables ont pu s'afficher au côté de représentants de la droite traditionnelle, et qui tentera aux municipales d'enfoncer dans celle-ci de nouveaux coins? Voire aux groupes identitaires et néo-nazis qui, sans croire vraiment en nombre, se sont singulièrement enhardis, un effet dramatique en ayant été le meurtre de Clément Méric?

La menace de la droite et de l'extrême droite est réelle. Le mouvement ouvrier, les travailleurs et la jeunesse ne pourront y faire face que s'ils parviennent à sortir de la semi-paralyse que le gouvernement «*de gauche*» leur a jusqu'à présent imposée. Pour commencer à combattre frontalement, pour leurs propres revendications, ce gouvernement et sa politique. □



© DR. Frigide Barjot aux JMJ de Madrid devant le portrait de Benoît XVI.

1 «*Quarante-cinq ans après, nous assistons à un Mai 68 de droite. Ces centaines de milliers de Français qui s'engagent, parmi lesquels de nombreux jeunes, portent une "révolution culturelle" pacifique et pleine d'espérance, déclarait ainsi à Valeurs actuelles (9 mai 2013) le très droitier vice-président de l'UMP et transfuge du FN, Guillaume Peltier.*

2 Voir «*L'UMP entrée en crise existentielle*», TEAN La Revue n° 39 de janvier 2013.

3 Voir «*La mutation du FN. Au diapason des extrêmes droites en Europe*», TEAN La Revue n°22 de juin 2011.

4 «*Un climat politique qui rappelle la fin du XIX^e siècle, non les années 1930*», Le Monde, 17 avril 2013.

5 A... Sarkozy, répond et espère son éminence grise Patrick Buisson, qui estime que ce mouvement a été «*comme un écho à l'appel lancé par Nicolas Sarkozy lors de son discours du Latran en 2007*» et que «*l'émergence de cette droite des valeurs*» fera que «*sa candidature s'imposera naturellement comme l'unique recours*» (Le Monde, 8 juin 2013).

PSA-AULNAY

Quatre mois de grève face à un des plus gra

Pendant plus de quatre mois, les salariés de PSA à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont tenu tête à la direction du groupe et au gouvernement. Multipliant les actions surprise, ils ont rendu leur grève populaire, suscité la solidarité, gêné un patronat qui voulait imposer la fermeture comme une fatalité et un gouvernement trop visiblement à son service. Car passés les premiers effets de manche de Montebourg, tout le PS s'est vite rangé derrière l'appel au calme et à la responsabilité adressé par le gouvernement aux salariés mobilisés.

mettre ses salariés à la porte mais on ne pénètre pas dans le sacro-saint sanctuaire du patronat !

LES SALARIÉS S'ORGANISENT ET AVANCENT VERS LA GRÈVE

Dès la révélation du plan secret en juin 2011, salariés et syndicats, CGT en tête, vont chercher à organiser la riposte. De la manifestation du 18 février 2012 dans les rues d'Aulnay aux perturbations de meetings électoraux, les salariés font connaître leur colère et leur refus de la fermeture du site et commencent à préparer une grève qui n'arrivera que bien plus tard, le 16 janvier 2013. Les militants de LO, nombreux sur la boîte, pensent dès juin 2011 qu'il faut tendre vers une grève majoritaire. Leurs efforts se portent donc vers une extension de la mobilisation à l'intérieur de la boîte où il leur faut lutter d'abord contre le scepticisme des ouvriers quant à la fermeture voire, plus tard, contre leur résignation. Pourtant ce sera le même noyau de 250 travailleurs mobilisés depuis un an et demi qui votera la grève le 15 janvier, de manière donc minoritaire sur une boîte qui comptait 2 800 salariés.

Il faut dire que la direction ne reste pas les bras croisés, elle désorganise volontairement Aulnay. Elle repousse d'abord l'annonce de la fermeture, transfère des salariés à l'usine de Poissy dès l'automne 2012 et prend des sanctions à tour de bras contre les salariés mobilisés, telles que le décompte sur les salaires des heures de participation aux AG ou encore les convocations de certains salariés du ferrage pour «manque de production». Le patron n'a rien laissé au hasard ; dès l'automne, il prépare le transfert de la production de la C3 à Poissy qui commencera début 2013, au moment où la grève est lancée à Aulnay.

En fait, le bras de fer est engagé bien avant que la grève ne débute. Cela permet certes une prise de conscience de la part des salariés mais ne conduit pas pour autant vers une mobilisation majoritaire. Ce qui deviendra majoritaire, c'est le sentiment que

le patron se moque des salariés. Ainsi, peu doutent des raisons du lock-out décidé par la direction, mettant l'usine au chômage du 21 au 27 janvier, alors que le nombre de grévistes a grimpé dans les trois premiers jours de la grève (passés de 300 à 600 entre le 16 et le 18 janvier). De même, c'est une majorité qui s'offusquera de la propagande patronale reprise dans les médias sur les «voyous» d'Aulnay qui «paralysent la production» alors que Varin s'apprête à l'arrêter tout bonnement. Seuls des huissiers payés par le patron dès le début de la grève (ainsi qu'une centaine de vigiles privés et 200 cadres venus d'autres sites de PSA) constatent les soi-disant dégâts. Et c'est la majorité des non-grévistes qui soutiendra tacitement la grève, soit par des arrêts maladie «solidaires», soit par refus d'assurer son poste ou tout autre vers lequel le management veut l'envoyer. Enfin, le contenu du PSE (le mal nommé «plan de sauvegarde de l'emploi») sera aussi un sujet de mécontentement commun aux grévistes et non-grévistes.

Malgré tous les efforts des salariés mobilisés pour entraîner cette majorité dans la grève et leurs démarches systématiques pour ne pas s'en couper, elle n'y entrera pas mais participera occasionnellement à des actions, rassemblements ou AG. Ce qui fait dire à la CGT qu'environ 900 salariés ont été associés à la mobilisation.

Mais Aulnay n'était pas seul dans le paysage social et les opportunités d'étendre la mobilisation vers l'extérieur auraient pu aider à inverser le rapport de force interne. Pour cela, l'occasion a peut-être été manquée de déclencher la grève plus tôt, avant que le travail de sape de la direction ne fasse trop effet, tout en se tournant avec plus de volontarisme vers les autres boîtes en lutte en vue de former un front commun.

SE BATTRE AVEC OU CONTRE LES SYNDICATS ?

Avant l'annonce de la fermeture par la direction, la CGT parvient à construire un

C'est le 12 juillet 2012, que Varin, PDG du groupe, déclare officiellement à la presse l'intention de PSA de fermer le site d'Aulnay. L'annonce survient un an après la révélation par la CGT du document secret présentant le plan de PSA et après un an de mensonges de la direction et d'accords pour ne pas perturber les élections présidentielles et législatives. A la faveur du rapport Sartorius, commandé par le gouvernement et concluant, en septembre 2012, à la nécessité de fermer le site, le président du «*changement*» va pouvoir adopter la même attitude que son prédécesseur : aux ouvriers de comprendre la pauvre famille Peugeot et de la soutenir pour sauver PSA ! Et à partir de décembre 2012, ce sera au prix non plus de 6 800 suppressions d'emplois, comme annoncé en novembre 2011, ni de 8 000 (juillet 2012) mais de 11 200, sur tout le groupe. Dans ce soutien à PSA, le plus efficace du gouvernement s'avèrera Valls qui poursuivra des salariés coupables de défendre leurs emplois ; comme devant les locaux du Medef, le 28 mars 2013, où les gendarmes délogeront les grévistes avec violence. Pour le PS, un patron riche à milliards peut

Grands groupes de l'automobile

PAR CATHY BILLARD ET AURÉLIE SERVA

front syndical avec les organisations majoritaires de l'usine et notamment le SIA (ancienne CFT mise en place par le patron Peugeot). Le SIA est majoritaire aux élections de 2011 sur le site d'Aulnay. Dans le collège des ouvriers et employés il fait 34%, la CGT 36%, SUD 12% et la CFDT 6%. Ensemble et sous l'impulsion de la CGT, ces syndicats organisent des actions, telle que la manif d'Aulnay en février 2012.

Parallèlement, et pour éviter que certains syndicats ne négocient sans leur avis, les salariés mobilisés vont, en AG, élaborer leurs revendications durant octobre et novembre 2012: retrait du PSE, départ en retraite à 55 ans, CDI pour tous et prime de licenciement de 130 000 euros. La majorité des salariés soutient ces revendications: la pétition récolte 1 600 signatures sur l'usine. Il n'est pas question pour nous de dire qu'il faut voir là un recul de la CGT et des militants révolutionnaires du site. Il est vrai que le mot d'ordre «Non à la fermeture d'Aulnay», s'il reste sur les banderoles, n'est plus

celui que les salariés mobilisés pensent pouvoir atteindre au vu tout simplement de leur appréciation du rapport de forces.

Mais le garde-fou ne suffit pas et le 8 novembre, en réunion à la préfecture de Bobigny où 400 salariés se sont rassemblés, le «front syndical» éclate. SIA, FO et CFTC ne défendent pas les revendications élaborées par les salariés eux-mêmes. De même, le 12 février 2013, lors de la dernière des dix réunions de négociations sur le PSE d'Aulnay qui ne contient toujours aucune garantie de reclassement et aucune mesure d'âge, quatre syndicats (SIA, CFE-CGC, CFTC et FO) vont soutenir ce plan de licenciement; puis le 18 mars, lors du CCE (comité central d'entreprise) où les mêmes émettront un avis favorable au PSE. La presse relaie largement la trahison, histoire d'isoler les grévistes et la CGT qui restent néanmoins déterminés; d'autant plus que la répression syndicale orchestrée par la direction s'abat sur toujours plus de militants et qu'une

revendication d'importance vient alors s'ajouter aux précédentes: retrait de toutes les sanctions. Certains syndicalistes centraux iront même jusqu'à ne pas s'opposer aux sanctions proposées par la direction à l'encontre de certains délégués syndicaux et, à l'instar de M. Don de la CFTC PSA, écrire une tribune dans la presse pour dénoncer les violences de certains syndicalistes du site d'Aulnay - où il n'a jamais posé les pieds!

Quant au syndicat SUD, ses dirigeants annoncent son retrait de la grève, le 25 avril, alors que l'assemblée générale votera sa suspension le 17 mai. Ils accusent la CGT de négocier secrètement la fin de la grève avec la direction et lui reprochent la décision de l'assemblée générale des grévistes d'exclure SUD des négociations. Mais, aux dires des grévistes, ce sont les dirigeants de SUD eux-mêmes qui sont souvent restés en marge des actions et des



© Photothèque rouge/JMB.
Le 5 février 2013, meeting de soutien à la grève devant l'usine de PSA Aulnay.

décisions de l'assemblée générale. Les rapports entre SUD et la CGT sont très mauvais et renvoient aux conditions de la création de SUD avec des accents de communautarisme et un anti-LO qui flirte avec l'anti-politique. Les intérêts du mouvement n'ont pas réussi à faire passer au second plan ces divergences.

En réalité, c'est grâce au comité de grève et au fonctionnement en AG que les salariés vont garder la mainmise sur leur propre lutte.

UN COMITÉ DE GRÈVE ET UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ACTIFS ET EFFICACES

La fierté des grévistes d'Aulnay, c'est ce comité de grève, l'outil qui leur a permis de «se battre comme des lions», comme le dit le badge qu'ils arboreront tous durant la grève. L'implantation des militants révolutionnaires, de LO essentiellement, et les acquis de la grève de 2007, permettent sa mise en place rapide.

Dès le début de la mobilisation en 2011, les militants ont pris l'habitude d'organiser des réunions par ateliers, pour discuter de la situation dans la boîte et des actions envisagées. L'assemblée générale s'inscrit aussi dans le paysage, elle sera quasi-quotidienne dès le début de la grève. C'est d'elle qu'émane

le comité de grève qui regroupe une cinquantaine de grévistes et qui prépare les actions, l'ordre du jour des AG ou fait le décompte quotidien des grévistes. Différentes commissions qui permettent d'organiser la grève (finance, repas, service d'ordre...) sont mises sur pied.

Une des réussites de ce comité de grève est d'être parvenu à emporter la solidarité de milliers de travailleurs à travers le pays en montrant que les salariés n'ont pas comme unique solution de courber l'échine face à la toute-puissance patronale. Ils ont réussi à «être le cauchemar» de Varin et du gouvernement pendant 18 semaines, avec leur intrusion au Conseil national du PS le 13 avril ou les occupations des sièges de l'UIMM et du Medef les 8 et 28 mars.

Les travailleurs d'Aulnay ont également multiplié les rencontres avec des salariés d'autres entreprises en lutte. Les 23 et 30 janvier 2013, ils se rendent à Renault-Flins et Renault-Cléon, où l'on vient d'annoncer le projet d'accord de compétitivité, le 29 janvier aux Champs-Élysées avec les Virgin et au ministère du Travail avec les Sanofi, les Goodyear, les Candia. Le 12 février, une cinquantaine va soutenir les Goodyear d'Amiens devant le siège de Rueil-Malmaison. Le 20 février, ils rencontrent les salariés de Lear (sous-traitant de PSA) touchés par une suppression de 300 emplois et en grève depuis le 14 février.

Le 7 mars, ils rejoignent les salariés du fret d'Air France, à Roissy, mobilisés depuis trois semaines contre les conséquences du plan Transform 2015 et qui les ont invités à un pique-nique de lutte. Ces rencontres sont l'occasion de fraternisation entre équipes militantes, elles regonflent le moral des uns et des autres, sans déboucher pour autant sur la construction d'un front plus durable d'entreprises en lutte.

ET FACE AUX DIRECTIONS CGT ?

La confédération CGT a affiché sa solidarité à l'égard des grévistes d'Aulnay; elle ne l'avait pas fait avec les Continental quand Bernard Thibault les avait accusés de ne pas se battre pour garder leurs emplois et les industries en France. Toutefois, la NVO et la publication *Ensemble* resteront longtemps muets sur la lutte.

Le 22 mars 2012, la CGT départementale organise un meeting avec Bernard Thibault et les salariés, devant l'usine d'Aulnay. Le 1er mars 2013, une quinzaine de jours avant le congrès confédéral, Thierry Lepaon, futur successeur de Thibault à la tête de la CGT, vient parler à l'entrée de l'usine. Les discours sont toujours émaillés de politiques de ré-industrialisation dont on ne comprend pas bien comment la CGT compte l'imposer à un patronat tout-puissant (comme si elle était consultée au moment de choisir où Peugeot implantera sa prochaine



© Photothèque rouge/MILO

usine). Mais finis les discours moralisateurs, la place est à la solidarité et au soutien financier.

C'est que la grève est très populaire et le sort réservé à 11 200 salariés du groupe bien trop grave dans cette situation de crise pour ne pas être dénoncé. Mais pour autant, en dehors de ce soutien extérieur, quelle politique proposent la confédération et la fédération métallurgie CGT? Continuer à se battre chaque boîte isolément, le dos au mur. Et c'est dire si les grévistes, on les préfère cantonnés sur leur site: les salariés d'Aulnay, en pleine grève, ne seront même pas invités au congrès confédéral de la CGT à Toulouse, du 18 au 22 mars 2013!

Quand le 29 septembre 2012, lors du rassemblement en soutien à ceux d'Aulnay, à l'appel de la CGT départementale, dans la cité des 3 000 d'Aulnay, arrive une quarantaine de salariés de Ford Blanquefort, en bagarre eux aussi, la CGT 93 leur refuse la parole. Et la CGT d'Aulnay ne souhaite pas non plus laisser parler Philippe Poutou, pourtant militant CGT actif sur sa boîte, comme Jean-Pierre Mercier et Philippe Julien de Lutte ouvrière pour PSA Aulnay. Dès l'été 2012, les Ford de Blanquefort avaient fixé une montée au salon de l'auto à Paris le 29 septembre, à un moment où aucune autre date n'était inscrite dans le paysage. Les Ford décident de ne pas voir dans le rassemblement d'Aulnay une diversion pour éviter le contact entre militants et se rendent sur place. L'accueil de la part des salariés est chaleureux, celui des directions CGT (93 comme PSA-Aulnay) beaucoup moins...

À la rentrée, la confédération CGT avait appelé à une manifestation le 9 octobre «pour la défense de l'emploi et de l'industrie». Des boîtes de l'automobile mobilisées appellent, le matin, à un rassemblement devant le même salon de l'auto. La fédération métallurgie de la CGT milite clairement contre ce rassemblement. Quant à la CGT d'Aulnay, c'est tardivement qu'elle décide d'y participer, alors que les sections CGT de l'automobile l'ont acté dès le 3 septembre. Les salariés d'Aulnay y participent, nombreux, mais sans lui donner le ton offensif auquel on pourrait s'attendre, quand on sait que sont rassemblées ici les plus combattives des mobilisations du moment dans l'automobile et même un peu plus largement.

Oui, des occasions ont été manquées de déborder les cadres syndicaux officiels ou tout au moins de proposer un cadre commun aux boîtes mobilisées, de ne pas laisser la politique de l'isolement des

directions syndicales à l'œuvre. Que les militants de Lutte ouvrière aient sous-estimé et dévalorisé la perspective concrète d'une convergence des luttes, doit être mis en débat fraternellement.

PREMIERS BILANS...

Les grévistes de PSA ont réussi à desserrer partiellement l'étau dans lequel la direction de PSA comptait les écraser pour se débarrasser d'une boîte réputée être la «brebis galeuse» du groupe. Depuis 1982, les salariés d'Aulnay avaient tenu tête aux méthodes de choc de Citroën devenu PSA. En particulier depuis les grèves de 2005 et 2007, la CGT et SUD entretenaient un climat de contestation capable d'entraîner ponctuellement d'autres équipes ou militants syndicaux. Ces luttes avaient fédéré un groupe de 250 à 300 salariés plus large que les seuls syndicalistes. C'est ce collectif dont la direction comptait se débarrasser en l'isolant des salariés du site et du groupe.

Les grévistes ont su résister à l'isolement mais n'ont pu empêcher la direction, avec le soutien du gouvernement, de mettre en place un piège régulièrement utilisé: la menace des sanctions et des poursuites judiciaires individuelles. Quatre licenciements effectifs et quatre procédures contre des élus, auxquels se sont ajoutées des menaces de poursuites pour dégradations à Poissy, ont pesé sur le moral et déplacé le curseur des revendications des grévistes. C'est ce qui, suite à une décision en assemblée générale des grévistes, a justifié la signature par la CGT du protocole de fin de grève qui par ailleurs n'améliorait que très à la marge le PSE: les sanctions étaient toutes levées, la prime de départ augmentée de 20 000 euros pour ceux des grévistes qui décidaient de partir avant le 31 mai, et des garanties de reclassement étaient données aux autres. Le protocole imposait aussi à la CGT de mettre fin à ses démarches judiciaires contre ce PSE. Il a permis à la direction de PSA de se débarrasser d'une partie des grévistes puisqu'environ 120 d'entre eux ont quitté le groupe depuis le 31 mai.

Il est bien sûr impossible de dire aujourd'hui quels seront les impacts de cette grève ou ses rebondissements à Aulnay ou sur d'autres sites du groupe. Depuis l'arrêt de la grève, la production n'a pas repris sur le site d'Aulnay, partiellement vidé par le prêt de salariés à d'autres usines du groupe. Des assemblées générales ont réuni un peu de monde autour de la préoccupation d'élargir aux non-grévistes les conditions de départ obtenues par le protocole de fin de grève. Ce

qui domine les discussions est l'avenir de chaque salarié. Plus personne n'accorde la moindre confiance aux promesses de la direction, mais personne n'a d'alternative. Si on ne peut écarter la possibilité d'une explosion lorsque les licenciements secs tomberont, ce qui est sûr c'est que ce sera sans une bonne part de la fraction combattive qui a déjà quitté le site.

Cette grève de quatre mois et demi a été un coup de colère, faisant suite à des accumulations de mensonges et de trahisons, une affaire de dignité à laquelle les militants de la CGT ont donné les moyens de s'exprimer et de durer. Mais surtout, elle permet de prendre la mesure du rapport de forces qu'il faut préparer.

Comment transformer la sympathie et le soutien à un combat légitime de la part d'une frange importante des travailleurs en actions de solidarité capable de peser sur les décisions stratégiques d'un groupe multinational? Comment reconstruire une conscience de classe capable de bloquer l'offensive tout azimut du patronat qui, même pendant la grève d'Aulnay, a pu dérouler ses projets de réorganisation sur les autres sites du groupe PSA ou mettre en place des accords de compétitivité pour Renault? Comment unifier des luttes de résistance contre la même politique déployée, avec des rythmes différents, dans des secteurs aussi différents qu'Arcelor Mittal, Goodyear, Sanofi, Virgin, et des dizaines de petites entreprises beaucoup moins emblématiques, sans parler des services publics? Ces questions devraient faire l'objet de débats entre les militants qui en partagent la préoccupation.

La grève des PSA Aulnay montre en tout cas que sans réponses à ces problèmes auxquels le mouvement ouvrier se trouve confronté aujourd'hui, il est presque impossible de faire bouger le rapport de forces. Les luttes locales exemplaires, même largement médiatisées, ne peuvent suffire ni à marquer des points significatifs dans le rapport de forces ni à créer une polarisation spontanée (par ailleurs délibérément entravée par les confédérations syndicales). La convergence ne peut être la fédération de luttes qui seraient toutes au même niveau d'engagement, même si elle est évidemment rendue plus complexe à réaliser par le décalage des échéances spécifiques à chacune. Et pourtant la convergence des luttes est plus que jamais, non pas une marque déposée par une organisation pour se distinguer des autres, mais la question politique centrale pour commencer à inverser les rapports de forces. □

POUR UNE EUROPE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS ET DES

Rompres avec l'austérité et

© DR

A gauche, le commissaire européen Olli Rehn lors d'un G20 en Corée du Sud, en 2010.

Paris, Bruxelles, Berlin, qui dirige ? Cette question fait régulièrement la une des gazettes. Dernier épisode du feuilleton, les « recommandations » du commissaire européen aux affaires économiques, Olli Rehn, pour la France...



En échange d'un délai de deux ans dans la réduction du déficit budgétaire à 3%, la commission « recommande » de nouvelles « réformes substantielles » qui visent une remise en cause du Smic, la baisse des allocations chômage, une nouvelle augmentation de la TVA, de nouvelles dérégulations des services publics notamment dans le secteur de l'énergie et des transports, un nouveau report de l'âge de départ à la retraite. C'est sans compter tous les choix des gouvernements français de droite comme de gauche qui depuis des années ont décidé, participé, soutenu une construction européenne qui est « consubstantiellement » néolibérale et autoritaire. Tous les traités européens, du traité de Maastricht au Pacte budgétaire européen, ont gravé dans le marbre « la concurrence libre et non faussée » des biens et des services, l'indépendance de la Banque centrale européenne, la stabilité des prix et de la monnaie, bref, ce qui fait l'orthodoxie économique néolibérale.

Mais la crise actuelle imprime une nouvelle dynamique à la question européenne et aux rapports économiques et politiques internes à l'Union européenne. Ces changements ne sont pas conjoncturels mais structurels. Ainsi les plans d'austérité qui frappent actuellement l'Europe ne sont pas des énièmes plans d'austérité que le continent a connus : sous les effets actuels de la concurrence capitaliste internationale qui met de plus en plus directement

en concurrence les forces de travail, c'est la place du continent européen qui est remise en cause. La globalisation capitaliste exige de l'Europe, pour assurer sa place dans la concurrence mondiale, qu'elle casse ce qui reste du « modèle social » hérité des luttes ouvrières de l'après-guerre aux années 1970.

L'ensemble de l'Europe est confronté à une thérapie de choc. Les gouvernements et les marchés financiers mettent en avant l'équilibre budgétaire et la dette publique mais, en fait, les classes dominantes visent la réduction d'au moins 15% du pouvoir d'achat des classes populaires, quand ce n'est pas plus dans le sud de l'Europe, la destruction des services publics, l'explosion du code du travail.

UNE « CONSTRUCTION EUROPÉENNE » QUI AGGRAVE LA CRISE

Le type de construction européenne aggrave les effets socio-économiques de la crise mondiale, d'autant qu'il n'y a pas de « capitalisme européen » à proprement parler. Il y a des capitalismes européens, qui se font une concurrence farouche.

L'intégration européenne n'a pas renforcé un capitalisme européen capable de jouer son rôle propre dans la concurrence interimpérialiste. Les plus grosses entreprises ou banques européenne sont croisées avec

des entreprises américaines ou de pays émergents. Nous pouvons aisément en faire la liste, dans le transport aérien, l'industrie automobile, pharmaceutique. La globalisation capitaliste est passée par là, fusionnant les principales entreprises européennes avec des multinationales, souvent dominées par des capitaux nord-américains ou ceux de pays émergents. Il existe bien quelques grands groupes européens comme EADS, mais c'est l'exception.

Les classes dominantes se sont emparées du marché unique pour conquérir de nouvelles parts de marché dans le monde globalisé, plutôt que de construire une Europe économiquement, socialement et politiquement intégrée. Manquant de base économique propre, il n'y a pas eu de constitution d'État bourgeois européen en tant que tel. L'Union européenne est dotée de fonctions étatiques partielles, segmentées, mais pas d'une politique globale, socio-économique, militaire ou extérieure. Ces choix de classe ont conduit à faire de l'Europe la chose privée des gouvernements et d'élites économiques et technocratiques, plutôt que la cause des peuples.

Aussi dans une situation de concurrence mondiale exacerbée entre capitaux, et en l'absence de capitalisme européen, les

PEUPLES

L'Union européenne

PAR FRANÇOIS SABADO



tensions et les contradictions intra-européennes s'aggravent. Au-delà des prises de position publiques sur la nécessité de l'union et de la coopération, d'un gouvernement économique européen, se sont instaurés de nouveaux rapports de forces dominés par la bourgeoisie allemande. Les fortes capacités de productivité, d'innovation technologique, de recherche, de développement, la densité d'un réseau de petites et moyennes entreprises performantes à l'échelle internationale ont consolidé la place de l'Allemagne dans cette compétition.

Mais c'est surtout la restructuration néolibérale de son marché du travail et de son organisation productive qui lui ont donné un avantage certain. Le « modèle allemand » repose aujourd'hui, surtout, sur deux facteurs. Le premier est constitué par les réformes du marché du travail qui ont eu lieu entre 2003 et 2005, sous le mandat du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. Elles ont abouti à une dégradation des salaires et à une précarisation des travailleurs allemands depuis plus d'une dizaine d'années : 20 % de la population active occupent des emplois précaires aux salaires de 450 euros environ. Le second est la délocalisation d'une partie significative de la production industrielle (notamment dans l'automobile)

dans des pays de l'Est européen, tout en conservant en Allemagne la maîtrise des processus productifs. Le but étant de présenter à l'exportation des prix inférieurs à ceux des concurrents. D'où l'excédent commercial allemand gigantesque, plus de 180 milliards d'euros en 2012, alors que la quasi totalité des autres pays de la zone euro enregistre des déficits commerciaux – la France a pour sa part un déficit de plus de 65 milliards d'euros. En conséquence, dans le « couple franco-allemand », la France est un conjoint affaibli. Ces nouveaux rapports ont cristallisé un centre de l'Europe, l'Allemagne et ses satellites, et une périphérie de l'Europe – les pays du sud : Grèce, Chypre, Portugal, Espagne. La France, cinquième puissance mondiale, et l'Italie occupant une place intermédiaire.

LES CONSÉQUENCES DE L'AUSTÉRITÉ SANS FIN

C'est ce qui conduit Oskar Lafontaine, ancien président du SPD (social-démocratie allemande) et fondateur de Die Linke (parti de gauche allemand), partisan de l'Europe capitaliste, à déclarer le 30 avril 2013 que *« les Allemands n'ont pas encore réalisé que poussés par la crise économique, les européens du Sud – y compris la France – risquent tôt ou tard d'être*

forcés à se révolter contre l'hégémonie allemande » et à prôner la « sortie de l'euro ». Ces politiques « d'austérité sans fin » ne sont pas seulement défendues par le capitalisme allemand – soutenu par la Démocratie chrétienne d'Angela Merkel et le SPD –, elles répondent fondamentalement aux exigences de rentabilité et de profitabilité du capital dominé par la financiarisation de l'économie mondiale. Les divers capitalismes européens, les diverses classes dominantes européennes, les divers gouvernements européens qui sont au service du système globalisé ne peuvent que répondre à la logique interne du système : réaliser les taux de profits maximum. Et Hollande, « patron de la République », s'inscrit complètement dans cette logique : s'en écarter impliquerait un affrontement avec le capital totalement étranger aux gènes du social-libéralisme. Le problème, c'est le risque social et politique d'une telle régression historique. Car ces politiques renforcent les effets de la crise et installent le continent européen dans la récession ou la croissance molle. Le chômage et la pauvreté explosent. Les conditions de travail de millions de salariés se dégradent. Le déclassement de couches sociales dites moyennes s'amplifie. Certains



secteurs capitalistes subissent de plein fouet cette crise. Les peuples résistent, au travers de grèves, manifestations ou mobilisations sociales, même si c'est de manière inégale. Mais les enjeux sont très élevés : gouvernements et classes dominantes s'arc-boutent sur leur politique et il ne suffit pas de journées d'action, même massives et répétées, pour les ébranler. Jusqu'à ce jour, ces tendances lourdes de la situation depuis plus de cinq années n'ont pas été inversées. Les politiques néolibérales sont confirmées.

Sur le plan politique, l'austérité s'accompagne de tendances autoritaires. En Italie et en Grèce, des changements de gouvernement ont été imposés de l'extérieur. Les rapports entre la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, FMI) et certains pays du Sud, la Grèce en particulier, peuvent même, selon certains observateurs, s'apparenter à des rapports néocoloniaux. L'effondrement de formations politiques traditionnelles, à droite comme à gauche, n'est plus à exclure. Avec le succès électoral de Beppe Grillo, l'Italie montre la possibilité d'apparition d'alternatives en trompe-l'œil dans ce contexte de désarroi. Si la gauche radicale se renforce dans certains pays (surtout en Grèce), ce qui domine, c'est la poussée des forces de droite et d'extrême droite. La limite de ces poussées tient à la résistance démocratique des peuples mais aussi au fait que l'essentiel des secteurs capitalistes dominants ne soutient pas l'extrême droite, ce qui est une des différences avec les années 1930.

Mais la politique ne reflète pas mécaniquement l'économie. La crise politique et institutionnelle peut atteindre de telles proportions qu'il y a une certaine autonomie pour des recompositions entre des forces de droite et d'extrême droite. Des poussées significatives de forces de droite anti-euro peuvent provoquer de nouvelles configurations politiques sur la question européenne ou, autre hypothèse, un processus de dissociation entre l'Allemagne et ses satellites d'une part, les autres pays d'autre part, peut là aussi déboucher sur une nouvelle géographie politique de l'Europe.

QUELLES VOIES POUR UNE RUPTURE ANTICAPITALISTE ?

Dans ces conditions, comment s'opposer à l'austérité et construire une alternative anticapitaliste et internationaliste, en France comme en Europe ? Trotsky, dans

ses Thèses sur la révolution permanente, donnait une première indication : *«La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale, et s'achève sur l'arène mondiale.»*

Comment combiner la question sociale sur le plan national et européen ? La lutte commence sur le terrain national. Face aux exigences de l'UE, des marchés financiers ou des gouvernements en place, quelle serait la politique d'un gouvernement qui s'engage vraiment à lutter contre l'austérité et satisfaire les besoins vitaux de la grande majorité de la population ? Lutte contre le chômage de masse, interdiction des licenciements, augmentation des salaires, défense et relance des services publics, défense de l'environnement, égalité des droits généralisée, annulation de la dette illégitime, nationalisation des banques sous contrôle social, fiscalité anticapitaliste, contrôle des capitaux, voilà l'essentiel d'un plan d'urgence social et démocratique pour conjurer la catastrophe en cours.

Cette politique ne saurait être appliquée sans la mobilisation et l'auto-organisation des classes populaires. Mais dès qu'un gouvernement s'engagerait dans l'application sérieuse d'un tel programme, il se heurterait aux exigences des marchés financiers et aux diktats de l'Union européenne. Tous les «puissants» lui opposeraient le remboursement de la dette, la «règle d'or» budgétaire, les équilibres de l'euro face aux attaques des marchés financiers. Un tel gouvernement aurait, alors, une double tâche : rechercher une projection européenne, qui est une bonne échelle pour agir face à la crise, en appeler aux peuples d'Europe pour mettre en œuvre un programme de droits sociaux et démocratiques, un plan de réorganisation économique qui mette au centre les besoins sociaux, les services publics, des grands travaux écologiques et non la logique du profit capitaliste. Ceci supposant le démantèlement des institutions de l'actuelle Union européenne et ensuite l'amorce d'un processus démocratique constituant qui redonne la parole aux peuples, dans la perspective d'une Europe sociale et démocratique, des Etats-unis socialistes d'Europe.

Mais le développement de la lutte sur l'«arène internationale» n'est pas mécanique. Il y a une interconnexion mais les rythmes sont inégaux, les crises et les basculements non simultanés, les histoires et trajectoires de chaque pays

spécifiques. Dans ce cas, chaque peuple et chaque gouvernement qui s'engagent dans une rupture avec la logique capitaliste européenne doit «protéger son expérience», chaque processus révolutionnaire, ses acquis.

C'est avec cette méthode que nous devons traiter la question de la sortie de l'euro qui est posée par une partie de la gauche radicale. La crise s'aggravant, la régression sociale étant identifiée à l'UE et à l'euro, on comprend le sentiment populaire qui pousse à rejeter l'euro et l'Europe. Pourtant, c'est poser le problème à l'envers, surtout si la sortie de l'euro se fait dans une économie qui reste capitaliste, et donc équivaldrait à une dévaluation massive qui serait une autre forme d'une austérité contre les peuples. Ce n'est pas un hasard si le Front national en France (et d'autres formations réactionnaires en Europe) se prononcent contre l'euro.

Loin de choisir le repli national, les forces anticapitalistes doivent garder le cap : une Europe au service des peuples et des travailleurs. Mais il ne faut pas se voiler la face, il y a une contradiction insurmontable entre le type de construction de l'UE et de l'euro, et l'application d'un programme anti-austérité. C'est la raison pour laquelle nous n'avons jamais partagé les conceptions de «réforme» ou «réorientation» de l'UE. Lorsque la troïka lance l'ultimatum suivant au peuple grec : «ou vous acceptez les mémorandums (les politiques d'austérité) et vous restez dans l'euro, ou vous refusez le mémorandum et vous sortez de l'euro», il faut sortir de ce piège, et nous comprenons totalement le mot d'ordre lancé par Syriza, en Grèce, «pas de sacrifices pour l'euro» ! Et donc, se préparer au conflit, à la confrontation.

Ce n'est pas à un gouvernement anti-austérité d'opter pour la sortie de l'euro, ce qui relève de sa responsabilité, c'est d'aller jusqu'au bout dans le refus de l'austérité et donc de préparer la population à la rupture avec la logique capitaliste. C'est à l'Union européenne de décider d'exclure tel ou tel pays – ce qui sur le plan juridique ne serait pas si facile – qui n'appliquerait pas ses plans. Et si l'UE va jusque là, c'est de la responsabilité d'un gouvernement des travailleurs d'assumer la crise, de tirer toutes les conséquences de la rupture (et bien entendu, de s'y être préparé). □

Brésil, le soulèvement

PAR FRANÇOIS SABADO

Des millions de personnes manifestent depuis le 17 juin 2013 dans les principales villes du pays. La jeunesse est aux avant-postes mais c'est tout un peuple qui se lève. C'est la plus importante mobilisation populaire depuis 21 ans, depuis les grandes manifestations pour chasser le président Fernando Collor de Mello en décembre 1992, déchu à l'époque de ses droits civiques pour corruption.

L'étincelle qui a mis le feu à la plaine, c'est l'augmentation des prix des billets des transports publics à Sao Paulo et dans les principales villes du pays. La décision des autorités a été immédiatement considérée comme une injustice, surtout en relation avec les dépenses de plusieurs milliards pour la Coupe du monde de football. Cette augmentation de quelques centimes a concentré à ce moment-là toutes les contradictions du pays. Même s'il y a des différences, cela évoque la situation turque où la destruction d'un parc, le parc Taksim, a symbolisé l'arrogance du pouvoir et suscité la formidable mobilisation démocratique du pays.

UNE ALLURE DE MAI 68

Le soulèvement brésilien comme l'explosion de la jeunesse turque s'inscrit dans la continuité d'un cycle de rebellions populaires qui s'est ouvert depuis le début de la crise. C'est une onde de choc qui s'est aussi exprimée à sa manière dans le processus révolutionnaire que connaît le monde arabe. Mais les révoltes turque et brésilienne ont leur singularité : elles surgissent dans des pays émergents qui ont connu ces dernières années des développements économiques, sociaux et culturels importants et une certaine stabilité. Elles résultent, l'une et l'autre, de nouvelles contradictions qui, par bien des aspects, donnent à ces mouvements une allure de Mai 68. En Turquie, le développement se heurte à l'arrogance du pouvoir en place d'Erdogan. Au Brésil, le soulèvement populaire a un double ressort démocratique et social.

Démocratique, car une fois de plus, les troupes de choc de la police brésilienne ont attaqué les manifestations avec une telle brutalité que cela a provoqué la solidarité de larges secteurs de la population et une indignation de masse contre la corruption. La jeunesse rejette aussi la nomination par

le PT, à la tête de la commission des droits humains de la chambre de députés, de Feliciano, un député évangéliste d'extrême droite homophobe et raciste, et un projet de loi qui «médicalise» l'homosexualité.

Social, parce qu'au-delà de la protestation contre l'augmentation des billets des transports et la dégradation des services publics dans ce secteur, il y a le rejet d'un retour de l'inflation, des inégalités criantes en matière de santé, d'éducation, de logement. Plus substantiellement, ces manifestations annoncent les prémises d'un épuisement du «modèle brésilien». Basée sur l'agro-exportation et favorisée par la hausse des matières premières, l'économie brésilienne a pu déployer une certaine redistribution, notamment au travers de programmes d'«assistanat», comme la fameuse *bolsa familia*. «Sous-impérialisme» en Amérique latine, le Brésil est confronté depuis plusieurs mois à un fléchissement de ses taux de croissance. La politique de développement néolibérale atteint ses limites. Une nouvelle période s'ouvre.

UNE DYNAMIQUE POUR ALLER PLUS LOIN

A l'heure, où nous écrivons cet article, le mouvement continue. Les millions de manifestants ont gagné un premier round : les augmentations des transports ont été annulées. Mais comme souvent dans l'histoire des révoltes et des révolutions, il y a une dynamique interne qui conduit à aller plus loin, à revendiquer de nouvelles avancées sociales et démocratiques. C'est le sens par exemple des revendications pour les transports gratuits – *tarifa zero* –, la nationalisation de tous les transports, des augmentations des budgets de la santé et de l'éducation, le blocage des prix alimentaires. Sur le plan démocratique, les manifestants avancent des réformes politiques pour en finir avec la corruption, la démilitarisation de la police et la dissolution des troupes de choc, la

lutte contre le fondamentalisme religieux homophobe des églises évangélistes, la défense des droits des indiens d'Amazonie, la démocratisation des moyens de communication.

Ce mouvement est aussi la première mobilisation de masse contre les politiques social-libérales du PT. La stabilité des années Lula s'éloigne. La corruption qui a gagné des secteurs entiers de la vie politique brésilienne et du Parti des travailleurs est massivement rejetée. Le pays est confronté à une mobilisation de la jeunesse et du mouvement populaire, même s'il y a des inégalités dans la lutte. Les cinq confédérations syndicales appellent à une journée de grève générale, le 11 juillet. Les manifestations sont un enjeu de bataille politique. La droite essaie de récupérer le mouvement. Des groupes d'extrême droite ou de la police ont attaqué des manifestants de gauche. Mais la dynamique des manifestations est clairement à gauche, contre les dépenses somptuaires du «Mondial» et pour la défense des services publics.

De nouvelles différenciations se font jour où des secteurs du PT et de la CUT critiquent ouvertement le gouvernement. Il y a aussi l'existence de réactions contre les partis, les partis au pouvoir mais aussi tous les autres. Sentiments connus aussi dans les mouvements indignés. Mais l'essentiel, c'est l'irruption sur la scène sociale et politique de jeunes générations, c'est l'ouverture d'espaces pour de nouvelles forces radicales. C'est la possibilité de stimuler des assemblées populaires dans les quartiers et la construction de nouvelles associations, organisations. Bien sûr, rien n'est joué. Quelle sera la traduction en termes de conscience et d'organisation de ce mouvement? Jusqu'où iront les changements politiques provoqués par la lutte? Les mois qui viennent le diront, mais c'est un enjeu majeur pour la gauche révolutionnaire. □

FACE À UN CAPITALISME À LA FOIS SAUVAGE ET DESPOTIQUE LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT

Un spectre hante depuis longtemps l'occident : « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera. » Elle s'est « réveillée ». Elle est à nouveau une grande puissance mondiale, et ce nouvel « atelier du monde » est en train de le changer profondément, en chamboulant les rapports de forces entre puissances, en faisant accéder plus d'un milliard d'êtres humains à une vie nouvelle, mais aussi en amplifiant, dans le monde entier, la concurrence commerciale au détriment des salaires, la montée du prix des ressources naturelles, la crise écologique. Son avenir est maintenant une question mondiale.



© Wikimedia commons.
Usine chinoise sur une rive du fleuve Yangtze

Ce dossier ne s'interroge pas sur les angoisses de l'homme blanc face au péril jaune, genre tristement à la mode aujourd'hui, mais sur ce que peut espérer le peuple chinois. Un développement durable ou une catastrophe économique et écologique? La démocratie ou une dictature prolongée du parti « communiste » chinois?

UN NOUVEAU RÊVE CHINOIS ?

La « cinquième génération de dirigeants » qui vient d'accéder au pouvoir à Pékin a sa réponse. Le discours officiel ne nie pas vraiment les contradictions, tant internes qu'externes, de la croissance actuelle. Tirée par des exportations et des investissements massifs, elle repose sur les bas salaires, la précarité et la discipline de caserne imposés à la classe ouvrière, et une destruction terrifiante des équilibres écologiques et des ressources naturelles. Jusqu'à quand? Les grands marchés de la planète n'absorberont pas indéfiniment toujours plus de marchandises chinoises, la faiblesse des salaires limite l'augmentation de la demande intérieure et un développement économique plus

en profondeur, l'industrie chinoise doit importer des matières premières toujours plus chères. Et l'exploitation de la classe ouvrière finira par trouver une limite: la résistance ouvrière elle-même.

L'histoire ne va jamais en ligne droite. Il serait absurde de partir de la trajectoire économique chinoise des trente dernières années pour la projeter indéfiniment dans l'avenir. Les dirigeants chinois, qui connaissent un peu de « dialectique » et beaucoup d'histoire du capitalisme, le savent. Du point de vue non de la justice sociale ou de la dignité humaine, mais du profit capitaliste lui-même, la croissance chinoise, sur ses bases actuelles, n'est pas soutenable.

Le gouvernement de Pékin promet donc un « nouveau modèle de croissance ». Après la « construction socialiste » sous Mao, « l'économie socialiste de marché » sous Deng Xiaoping et ses successeurs Jang Zemin et Hu Jintao, viendrait « la société harmonieuse ». Une société de consommation de masse, où la croissance économique serait tirée par la demande intérieure, l'économie moins gourmande en ressources naturelles, les inégalités

atténuées. Le tout... sous la tutelle éclairée du parti communiste chinois.

Car le Parti se présente bien sûr lui-même comme la nouvelle incarnation de l'ancienne bureaucratie mandarinale qui fit la grandeur historique de l'Empire du Milieu, comme le représentant du peuple tout entier, au-dessus des classes sociales, libérant les forces du marché tout en les dominant.

Sauf que l'histoire ne chemine pas ainsi. Si le capitalisme a développé dans certains pays, à un moment de sa longue histoire, et pas forcément pour toujours, une consommation de masse accompagnée de libertés politiques et de droits sociaux, ce ne fut pas le résultat de la vision géniale de ses élites, mais de la lutte de classe, et à travers des épisodes historiques tragiques.

L'ETAT CHINOIS: PROBLÈME OU SOLUTION ?

Certes, pour les entreprises chinoises, l'Etat national chinois, legs de la révolution maoïste, est un atout majeur. Il étouffe encore avec succès les luttes de la classe ouvrière et des paysans. Il tient la dragée haute aux grandes puissances et aux multinationales. Il manœuvre pour

OUVRIER CHINOIS ?

PAR YANN CÉZARD

l'accès aux matières premières. Il négocie l'accès à son marché intérieur contre des transferts de technologie et des contreparties commerciales. Maître de ses frontières, y compris financières, il peut d'une certaine façon réguler l'activité économique, privilégier le développement de tel secteur, décider des investissements massifs ciblés.

Sauf que l'Etat chinois n'est pas ce « despote éclairé » qu'il prétend être. Quelle est la nature du capitalisme chinois, et de l'Etat qui le cornaque si puissamment ? Dans son livre *China 's Rise, Strength and Fragility*, Au Loong Yu le qualifie de « *capitalisme bureaucratique* ». Ce n'est pas un « *capitalisme d'Etat* », où l'Etat aurait marginalisé la bourgeoisie privée et le marché pour assumer lui-même les fonctions d'accumulation du capital. Ni un simple « *capitalisme autoritaire* ».

Dans le cadre d'un capitalisme « sauvage », une bourgeoisie, propriétaire privée de ses entreprises, coexiste avec une bureaucratie elle-même partie intégrante de la bourgeoisie. Et qui en est même la tête et le cœur.

D'abord, les plus grandes entreprises chinoises sont publiques (qu'elles appartiennent à l'Etat, ou qu'elles soient contrôlées par des provinces, des municipalités, etc.), à commencer par tout le système bancaire, tour de contrôle de l'économie. Mais là n'est pas l'essentiel. Si la classe des propriétaires privés de moyens de production est de plus en plus nombreuse, si la part du secteur privé dans la production globale est de plus en plus importante (selon l'OCDE, la part du secteur privé dans la valeur ajoutée industrielle est passée de 29% en 1998 à 71% en 2005), la bureaucratie chinoise elle-même s'est profondément embourgeoisée.

Le contrôle d'un ministère ou d'une municipalité permet à un clan de s'approprier des pots-de-vin, de détourner des fonds, et aussi de diriger directement des affaires privées. Un régiment « possédera » des usines ; une municipalité commandera les équipements des pompiers à une entreprise possédée... par l'équipe municipale, ou expropriera des paysans pour récupérer des

terres et les vendre avec commission à des industriels ; l'argent sera recyclé dans la spéculation immobilière par les familles des responsables locaux. Lors des privatisations massives des années 1990, une grande partie des actifs des entreprises vendues à bas prix se retrouvèrent dans les mains des managers « communistes » de celles-ci, qui se lancèrent ainsi « dans l'océan des affaires ».

Tous les étages de l'appareil d'Etat sont concernés. Pendant ses dix années de pouvoir, la famille de l'ancien premier ministre Wen Jiabao a accumulé une fortune de 2,7 milliards de dollars. Et Li Peng, le bourreau de la place Tien An Men, premier ministre en 1989 ? Sa fille Li Xiaolin est à la tête de China Power International, une des cinq plus grandes entreprises publiques qui se partagent le marché chinois de l'électricité. Quant à Hu Haifeng, fils de l'ancien président Hu Jintao, sa société de scanners de sécurité a le monopole de l'équipement des aéroports chinois... et des aéroports d'Afrique visités par son papa.

CAPITALISME BUREAUCRATIQUE, BUREAUCRATIE CAPITALISTE...

Ce capitalisme où la distinction du privé et du public est trouble n'est pas à la marge du système. Il en est l'essence. Le gouvernement central le couvre, l'arbitre, le régule, quitte à faire exécuter quelques fusibles ou perdants des luttes de faction dans de grand-messes anti-corruption.

Dans un livre récent, *Chine, Le Nouveau capitalisme d'Etat*, Marie-Claire Bergère décrit la bourgeoisie chinoise comme « *un monde disparate d'entrepreneurs. Evoluant soit dans le secteur privé soit dans le secteur public, soit le plus souvent à mi-chemin entre l'un et l'autre, ceux-ci maîtrisent les stratégies du marché mais demeurent soumis à l'influence des autorités. Le pouvoir les ménage ou les réprime, en élimine certains et favorise la fusion des autres avec les élites administratives et politiques. L'objectif est d'éviter leur transformation en groupe social autonome, éventuellement en force d'opposition. La présence parmi ces entrepreneurs*

d'une minorité privilégiée d'enfants ou de parents de hauts dirigeants met en lumière la corruption et le favoritisme qui érodent le fonctionnement d'un capitalisme d'Etat souvent dégradé en capitalisme de connivence (crony capitalism). Les entrepreneurs les plus importants – bureaucrates hommes d'affaires chargés des grandes entreprises publiques – sont étroitement intégrés au régime.

En fait, on ne peut pas considérer, l'une en face de l'autre, une bourgeoisie et une bureaucratie d'Etat. Ces deux groupes sont profondément intriqués. Comment croire alors que le développement d'une bourgeoisie chinoise indépendante pourrait favoriser la fin de la dictature (fadaise libérale) ? Ou, à l'inverse, que la direction éclairée du PCC pourrait humaniser et rationaliser le capitalisme chinois (fadaise antilibérale) ?

Comment ces classes exploiteuses pourraient-elles renoncer d'elles-mêmes à ce modèle de croissance qui leur a si bien réussi ? L'encasernement des travailleurs ? La destruction de la nature ? La spéculation immobilière ? Comment le gouvernement central ferait-il renoncer sa propre base sociale aux sources de son enrichissement effréné ? La croissance chinoise, malgré tous les discours officiels, continue donc de foncer à tombeau ouvert. Manifestation déjà vue ailleurs de ces déséquilibres, la bulle du crédit ne cesse de gonfler. Depuis le début de la crise mondiale en 2007, le crédit est passé de 9 000 à 23 000 milliards de dollars. Le ratio total de dette (privée et publique) du pays a crû, selon Fitch, de 75 à 200% du PIB, une partie correspondant à des crédits accordés par des institutions financières parallèles. Au point de faire craindre une explosion du système bancaire chinois.

Si percée de la démocratie il y a, et remise en cause de ce capitalisme terrifiant, cela viendra du mouvement ouvrier, dont le développement poserait forcément, pour toute la Chine, le problème des libertés, du pouvoir politique, du développement social. C'est pourquoi ce dossier insiste tant sur son éveil, ses difficultés, ses espoirs. □

UNE TRAJECTOIRE DANS LE SIÈCLE

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL

Au début du XVIII^e siècle, la Chine représentait près de 25 % de l'ensemble des richesses produites dans le monde. Le chiffre est proche de 10 % aujourd'hui, il était de 3 ou 4 % en 1950¹. Le « communisme » selon Mao puis le « capitalisme rouge » lui ont donc redonné une place éminente...

Dans cette trajectoire si singulière, le Parti communiste a joué un rôle étonnant, capable de révolutionner en profondeur l'ensemble de la société, mais pour mieux accoucher au final d'un capitalisme qui peut sembler suffisamment « performant » pour placer la Chine parmi les grandes puissances « émergentes ».

1911-1949: TROIS RÉVOLUTIONS ET UNE INDÉPENDANCE RETROUVÉE

Au début du siècle précédent, la situation était bien différente. La Chine n'est plus « l'Empire du Milieu » qu'elle croyait être, au centre du monde. C'est un pays traumatisé, soumis aux invasions étrangères, humilié. La Chine a manqué le train de la révolution industrielle, elle subit désormais toutes les conséquences des « traités inégaux » que lui imposent après 1839 les occidentaux, qui bénéficient d'une véritable extraterritorialité grâce aux « concessions » et de l'ouverture forcée d'un certain nombre de villes au commerce.

En 1911, une révolution dépose le jeune empereur Pu Yi et la République est proclamée en 1912. Sun Yat-sen – qui a fondé le Guomindang, un parti nationaliste destiné à libérer et à moderniser la Chine sous l'impulsion de la bourgeoisie – est écarté par les militaires. Le pays s'enfonce un peu plus dans le chaos, martyrisé par les « seigneurs de guerre » qui se partagent les dépouilles sous le contrôle plus ou moins bienveillant des puissances étrangères. Un espoir pourtant : il est du côté de la Russie où la révolution en 1917, sous l'impulsion des bolcheviks, proclame le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Au même moment émerge un véritable mouvement de renaissance culturelle qui prend son essor autour d'une grande figure intellectuelle, Chen Duxiu, et d'étudiants de l'université de Pékin. Il cherche à redonner à la Chine sa fierté et son indépendance, mais n'hésite pas pour cela à critiquer violemment la culture traditionnelle et le confucianisme, tous les rapports sociaux hérités du passé, la famille, osant ce paradoxe : la Chine doit être capable d'apprendre de l'occident si elle veut s'émanciper, et associer étroitement émancipation nationale et émancipation sociale en faisant des classes pauvres de la société le moteur de la révolution.

Ce mouvement est directement à l'origine de la révolte du 4 mai 1919 qui éclate lorsque parviennent à Pékin les conclusions de la conférence de Versailles offrant de nouveaux territoires au Japon. Elle rencontre un écho profond dans tout le pays.

En fait deux partis s'en réclament : outre le Guomindang, transformé en un véritable parti militarisé sous la direction de Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek), qui prétend faire la révolution par en haut sous le contrôle de la bourgeoisie, il y a désormais le Parti communiste chinois fondé par Chen Duxiu en 1921, encore très embryonnaire. Suivant les conseils de Moscou, le PCC se fond dans le Guomindang, lequel obtient en échange des armes et des conseillers militaires, pour des raisons tactiques mais pas uniquement : c'est aussi l'idée d'une « révolution en deux étapes » (bourgeoise d'abord, prolétarienne ensuite) qui s'impose sous la direction de Staline et Zinoviev, contre Trotsky.

Or la situation change rapidement. Le PCC acquiert une certaine influence, porté par une véritable révolte qui gagne la population urbaine à partir de 1924-1925. Ses militants sont massacrés par les troupes du Guomindang qui ont compris le danger. L'absence de politique indépendante pour le prolétariat débouche en 1927 sur un désastre, dont Staline est directement responsable. C'est la fin de la « deuxième révolution chinoise » et le point de départ d'une nouvelle étape.

Les survivants se réfugient dans les campagnes, puis constituent une « armée

rouge » à la tête de laquelle s'impose peu à peu un nouveau dirigeant, Mao Zedong, qui entreprend une « longue marche » en 1934 afin d'échapper à une nouvelle tentative d'extermination. Chen Duxiu rejoint l'opposition trotskyste.

Dès cette époque, Mao donne au PCC un nouveau visage : par son fonctionnement bureaucratique et autoritaire, il a tous les traits d'un parti stalinien. Mais Mao s'oppose de plus en plus ouvertement à la fraction dirigée par Wang Ming, laquelle fait directement allégeance à Staline, avant de l'éliminer. Mao défend son pré-carré, et une version de plus en plus « sinisée » du marxisme, centrée sur la conquête de l'indépendance nationale. En son cœur, une stratégie qu'il élabore progressivement au cours de ces années, la « guerre populaire prolongée », et une armée qui prend appui sur la paysannerie, encadrée par les rares étudiants venus des villes qui ont échappé aux massacres. Les territoires libérés survivent comme ils peuvent, comme cette « République soviétique » (mais sans soviets !) du Shaanxi que dirige Mao dans le nord de la Chine durant plusieurs années.

La situation bascule quand le Guomindang, déjà affaibli par la corruption, est confronté à un nouveau rival : le Japon. Ce dernier envahit la Mandchourie en 1931 puis le reste du pays en 1937. Les massacres de Nankin font au moins 150 000 victimes. Conséquence des destructions et de toutes les atrocités commises, des famines et des déplacements de population, la guerre fait plus de 15 millions de morts.

En 1937, le Guomindang et le PCC s'allient contre l'envahisseur japonais. C'est une version particulière du « front populaire » que Staline et ses émissaires promeuvent désormais partout. L'alliance avec le Guomindang est cependant plus formelle que réelle et l'opposition entre les deux partis ne cesse pas durant la guerre. Mais face au Japon, l'armée rouge transformée en « Armée de libération du peuple » incarne bien plus que le Guomindang la volonté de se battre pour l'indépendance du pays. Une volonté que symbolisent son drapeau et « l'union des quatre classes » désormais assumée par le PCC entre les

© Wikimedia commons.
Devant la mausolée de Mao, à Pékin.



ouvriers, la paysannerie, les intellectuels et la « bourgeoisie patriote ».

1949-1976 : LE MAOÏSME, UNE ÉTAPE SINGULIÈRE

Le 1er octobre 1949, Mao proclame officiellement la naissance de la « République populaire de Chine ». Aux yeux de la bourgeoisie et de l'impérialisme, elle représente un mélange détonnant et inédit. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les USA avaient fait de Jiang Jieshi un allié privilégié dans la région et la Chine avait obtenu en 1945 une place de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU. Cet espoir est vite déçu : contre toute attente, et contre l'avis de Staline qui cherche le plus longtemps possible à préserver le semblant de statu quo négocié à Yalta, le PCC reprend très vite l'offensive. Il obtient rapidement l'avantage en s'appuyant sur les révoltes de la paysannerie, jusqu'à obtenir la victoire contre le régime nationaliste qui se réfugie à Formose devenu Taïwan.

Dès 1946, une partie importante de la bourgeoisie chinoise avait commencé à

placer massivement ses capitaux à l'étranger. Mais ce n'est pas la crainte d'une victoire de Mao qui l'avait poussée à agir ainsi, du moins à ce moment-là : bien plutôt, le niveau de violence et de corruption atteint par le régime nationaliste dirigé par Jiang Jieshi, et devenu réellement insupportable. Certains secteurs de la bourgeoisie et des pans entiers de l'armée du Guomindang se rallient même avec armes et bagages à Mao en 1949. Jusqu'en 1952, le nouveau régime cherche ouvertement à consolider son alliance avec le secteur privé au nom de l'intérêt de toute la nation. En même temps, c'est bien une révolution sociale qui touche en profondeur les campagnes chinoises, débouchant sur une réforme agraire gigantesque, transformant en profondeur les rapports sociaux et posant les bases d'une société nouvelle. Avec certaines limites : au cours de « meeting d'amertume », des dizaines de millions de paysans mettent en cause le pouvoir des grands propriétaires – mais aussi les femmes, leurs maris violents – sans être en mesure de mettre en place leurs propres

LA CHINE EN UN SIÈCLE ET NEUF DATES

1911 : le jeune empereur Pu Yi est déposé, proclamation de la république
1927 : écrasement des communistes par le Guomindang de Jiang Jieshi
1949 : proclamation de la République populaire de Chine
1958 : début du « grand bond en avant »
1966 : début de la « révolution culturelle »
1978 : arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping deux ans après la mort de Mao Zedong
1989 : massacre des étudiants place Tian An Men
1992 : officialisation d'un nouveau concept, le « socialisme de marché »
2010 : le PIB de la Chine est le deuxième du monde





pouvoirs, toujours encadrés par l'armée. Les villes sont littéralement investies comme un corps étranger: à Shanghai, le premier réflexe du nouveau régime est de demander aux ouvriers de «travailler normalement».

Réforme agraire, indépendance nationale, unité de la Chine et construction d'une économie nationale apte à répondre aux besoins du pays: ce sont autant d'objectifs qui relèvent d'une «révolution démocratique bourgeoise» menée de manière radicale, pour reprendre une terminologie marxiste. Le rapprochement avec l'URSS, les débuts de la guerre froide puis sa brutale aggravation avec la guerre de Corée changent la donne. A partir de 1953, le régime maoïste – sans autre appui que celui de l'URSS – nationalise en quelques années la totalité de l'économie.

La Chine semble alors copier le modèle de développement soviétique, avec la mise en place d'un plan quinquennal, la priorité donnée au développement de l'industrie lourde et même son culte de la personnalité... Mais chacun a ses propres intérêts nationaux distincts voire antagoniques, tout en se réclamant du «communisme». L'URSS est accusée par la Chine de vouloir la maintenir dans un état de dépendance. Les tensions finissent par déboucher sur une rupture entre les deux pays en 1960. Staline avait inauguré le «socialisme dans un seul pays». Il y aura désormais un «socialisme» pour chaque pays. Mais de quel «socialisme» parle-t-on au juste? La problématique à la base est la même que celle de l'URSS stalinienne: coupé du reste du monde, victime de l'état arriérée de son économie, le pays ne peut se développer et s'industrialiser que sur la base d'une accumulation primitive de capitaux réalisée aux dépens de la paysannerie. Le «Grand bond en avant» démarré en 1958 a ceci de particulier qu'il ne se contente pas de renforcer la pression sur les paysans dans le cadre des «communes populaires» (à la fois unités de production et unités administrative pouvant regrouper plusieurs dizaines de milliers de personnes). C'est la paysannerie elle-même qui doit produire l'acier qui manque! Le résultat est un désastre: très peu d'acier utilisable, mais 20 à 30 millions de morts du fait de la famine et de la désorganisation de la production agricole.

Dans une forme de fuite en avant, Mao

lance en 1966 la «grande révolution culturelle». En apparence, un appel à la mobilisation des masses contre la bureaucratie, en réalité, une lutte pour le pouvoir face à d'autres dirigeants qui le critiquent de plus en plus ouvertement. C'est le début d'une nouvelle période de chaos, qui s'achève par une mise au pas de toute la population. L'armée joue à cette occasion un rôle essentiel.

L'expérience maoïste ne se réduit pourtant pas à ces désastres. Au prix de sacrifices énormes, ce sont bien les bases d'une économie moderne qui se sont mises en place durant cette période, bien mieux qu'en Inde par exemple, sans lesquelles l'étape suivante n'aurait pas été possible. Le pari de construire une économie nationale indépendante après un siècle de domination étrangère est donc atteint. Mais pas celui de sortir du sous-développement.

LE TRIOMPHE DE «L'ÉCONOMIE SOCIALISTE DE MARCHÉ»

Le tournant a lieu du vivant de Mao. Les Etats-Unis – soucieux de se désengager de la guerre du Vietnam tout en conservant une certaine influence sur la région – font le choix de sortir la Chine de son isolement. C'est une première étape, décisive, dont le symbole est le voyage de Nixon à Pékin en 1972. Un changement de stratégie qui conduit par exemple les occidentaux, au moment de l'invasion du Cambodge par le Vietnam en 1979, à condamner le Vietnam soutenu par l'URSS et à soutenir pendant plusieurs années les Khmers rouges alliés des Chinois!

La Chine est désormais officiellement réintégrée dans le concert des nations... capitalistes. Reste à opérer le tournant économique. En 1978, deux ans après la mort de Mao, Deng Xiaoping s'impose comme le nouvel homme fort du régime. Une fois la «bande des quatre» éliminée (dont la veuve de Mao), il lance avec le soutien du parti une politique de réforme – les «quatre modernisations» – qui change en profondeur le fonctionnement de l'économie: décollectivisation des campagnes, libération des prix, abandon de la planification, encouragement des entreprises individuelles et, surtout, ouverture aux capitaux étrangers avec la création des ZES (les zones économiques spéciales). En 1992, cette ouverture concerne l'ensemble du littoral chinois au moment où Deng lance un nouveau concept: le «socialisme de marché», qui prétend concilier socialisme et capitalisme.

Le résultat est spectaculaire, avec un taux de croissance annuel qui dépasse les 10% par an, ce qui permet à la Chine de devenir la deuxième puissance économique du monde en 2010 par le PIB. En même temps, une nouvelle bourgeoisie prend son essor. Elle rassemble des éléments divers, opérant une sorte de «fusion des élites» entre la bureaucratie d'Etat, les grandes familles réfugiées à l'étranger directement à l'origine d'une majeure partie des IDE (investissements directs de l'étranger) vers la Chine, et parfois leurs «cousins» restés au pays et avec lesquels les liens n'ont jamais été interrompus, même durant les heures les plus dures du régime maoïste.

Après avoir adhéré au FMI, à la Banque mondiale et à l'OMC dans les années 2000, la Chine est désormais réintégrée au sein des instances dirigeantes du monde capitaliste. Non sans contradictions, car son IDH (indice de développement humain) reste celui d'un pays en développement, tandis que les inégalités spatiales et sociales se sont considérablement accrues. Une partie de la paysannerie a été littéralement expropriée par les caciques locaux, venant grossir le flot des émigrés sans droit dans les grandes villes du littoral. Trente à quarante millions d'ouvriers des grandes usines d'Etat ont été licenciés ces vingt dernières années. Dans le même temps, l'évolution très rapide de la société a également libéré de nouvelles aspirations, notamment au sein de la classe moyenne. Au printemps 1989, les étudiants occupent la place Tian'anmen pendant plusieurs semaines, réclamant la démocratie avant d'être brutalement réprimés.

Depuis, le régime cherche à trouver un équilibre: réprimer, mais sans trop d'excès non plus, les classes pauvres en lâchant du lest de temps en temps; acheter la bienveillance des classes moyennes sur le terrain de la consommation; réfréner autant que possible les mouvements inévitablement chaotiques provoqués par l'avidité des classes les plus riches. Jusqu'à présent il y est parvenu et, à partir d'une histoire bien différente de l'URSS, il a su gérer la transition. Mais celle-ci continue à reposer sur une montagne de contradictions. □

1 Angus Maddison, L'économie mondiale, statistiques historiques, OCDE, 2003

LA CHINE DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE

PAR JEAN SANUK

En très peu de temps, l'impressionnant développement économique chinois a transformé le pays et entraîné des changements significatifs à l'échelle mondiale. Jusqu'à quand se maintiendra-t-il, alors que les contradictions internes et externes s'accumulent ?

Parler de la puissance de la Chine est devenu un lieu commun tant les relations internationales sont aujourd'hui affectées par son influence. La difficulté réside dans l'évaluation de cette puissance car l'opacité du système politique et la confiance relative que l'on peut accorder aux statistiques chinoises incitent à la prudence. Un certain nombre de faits sont néanmoins établis et nous obligent à repenser notre compréhension du monde.

UN DÉVELOPPEMENT ACCÉLÉRÉ SANS PRÉCÉDENT HISTORIQUE...

La Chine est devenue la deuxième puissance économique du monde selon le critère du produit intérieur brut (PIB) qui sert à mesurer l'activité économique d'un pays. En dollars courants, son PIB a dépassé celui du Japon en 2010 et atteint en 2012 à peu près la moitié de celui des États-Unis. Le PIB de la Chine représente aussi deux fois et demi celui de l'Allemagne et trois fois celui de la France. La progression depuis vingt ans a été fulgurante et elle est sans précédent historique pour un pays de cette dimension.

Certes, le PIB par habitant, qui mesure de façon grossière mais simple le niveau de vie moyen d'un pays, donne une image plus modeste des progrès de la Chine. En 2000, il était d'usage de rappeler que le PIB par habitant de la Chine représentait entre la moitié et les trois quarts de celui de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie pour souligner que la Chine était encore un pays du tiers-monde et minimiser la portée de son développement.

En 2012, il dépasse de peu celui de l'Algérie, atteint le double de celui du Maroc et une fois et demi celui de la Tunisie. À nouveau, la rapidité du phénomène bouleverse les connaissances établies. Certes, le

niveau de vie moyen de la Chine ne représente que 12% de celui des États-Unis et 15% de celui de la France. Mais s'en tenir à cette vision globale conduirait à occulter un phénomène primordial : l'accroissement très rapide des inégalités de revenus. Celui-ci a aussi fait apparaître ce que l'on appellera par commodité de langage une « classe moyenne » d'environ 370 millions d'individus¹. La majorité d'entre eux vivent dans les provinces côtières dont la croissance économique est la plus rapide. On verra ci-dessous que, si les inégalités sont un facteur de mécontentement, le développement de cette « classe moyenne » est un atout pour le capitalisme bureaucratique chinois².

La Chine est déjà considérée comme « l'atelier du monde ». Elle en est aussi le centre commercial³. La Chine est devenue le premier acheteur d'un très grand nombre de matières premières, de produits intermédiaires, de biens de consommation durables et en particulier de produits de luxe. Les firmes multinationales se ruent pour produire en Chine mais aussi pour y vendre. Le dynamisme de la croissance chinoise dépend en partie des exportations réalisées par les multinationales. Mais il ne faut pas oublier que le marché intérieur chinois est en croissance (même si le poids de la consommation dans le PIB reste faible). C'est pour la Chine un instrument de puissance.

...QUI EXERCE SON INFLUENCE SUR LE RESTE DU MONDE

Depuis l'éclatement de la crise économique internationale en 2007-2008, la Chine a déjoué tous les pronostics en maintenant une croissance élevée. Elle a importé du monde entier des quantités énormes de matières premières et de composants, provoquant un boom de ces produits qui a conduit beaucoup de pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Pacifique à renforcer leur spécialisation dans les matières primaires, avec parfois des effets pervers. Plus généralement, la Chine est devenue le premier ou l'un des premiers clients ou fournisseurs d'un très grand nombre de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Cela a aussi permis au capitalisme chinois d'en tirer avantage. Le gouvernement

chinois a négocié l'accès aux marchés de ces pays pour ses exportations industrielles. Beaucoup de boubous vendus en Afrique sont maintenant « made in China ». Il a aussi signé des accords permettant aux entreprises chinoises de multiplier les investissements dans les pays du Sud pour y produire des matières premières, mais aussi des biens industriels et construire des infrastructures de grande ampleur (ports, routes, chemins de fer, réseau d'électricité, oléoducs, gazoducs). Ces investissements attirent l'attention par leur nouveauté et parce que les entreprises chinoises préfèrent employer un grand nombre de travailleurs chinois au lieu de recruter des travailleurs locaux, ce qui attise le mécontentement.

Dans les pays capitalistes développés, les entreprises chinoises tentent d'acheter des entreprises de haute technologie à chaque fois qu'une opportunité se présente, pour faire de grands bonds en avant, mais cette fois-ci des vrais et dans le domaine scientifique et technique. Elles reproduisent en cela l'expérience des firmes japonaises dans les années 1970 et 1980 ou coréennes dans les années 1990 et 2000. Tout ceci participe de la création de firmes multinationales chinoises qui complètent l'essor du capitalisme bureaucratique et posent les fondations d'un impérialisme chinois qui viendrait concurrencer les impérialismes existants.

UN ESSOR IRRÉSISTIBLE ?

L'ascension de la Chine au rang de pays capitaliste développé à moyen terme semble irrésistible tant les signes du progrès se multiplient. Sa volonté de renforcer son armée (et sa police) va dans ce sens. La Chine ne cherche pas à concurrencer les États-Unis en devenant le nouveau gendarme du monde. Elle préfère laisser l'impérialisme américain s'épuiser dans des guerres coûteuses loin de son territoire, tandis qu'elle se concentre sur la promotion de ses intérêts stratégiques : contrôler militairement la mer de Chine du sud, fondamentale pour son approvisionnement maritime ; exercer son influence sur le détroit de Malacca par où transite une grande partie de son





commerce; étendre son influence sur l'Océan indien en construisant des ports commerciaux et militaires en Birmanie. Pour cela, il faut prouver que la Chine est capable de contester la domination de la flotte de guerre des États-Unis. C'est le sens de ses investissements massifs dans l'équipement, de plus en plus sophistiqué, de ses armées.

Il semble que l'administration Obama ait senti venir le danger, en cherchant à se désengager d'Afghanistan et d'Irak pour se réengager dans la zone Asie-Pacifique négligée par l'administration Bush, obsédée par «la guerre contre le terrorisme». D'où le renforcement de la présence militaire américaine et la volonté d'aboutir rapidement à un «pacte transpacifique»: une vaste zone de libre-échange des pays de l'Asie-Pacifique dont la Chine serait exclue. Ces évolutions sont lourdes de tensions, dont témoignent les conflits répétés sur la souveraineté de certains îlots et de leurs richesses supposées, ou bien l'obstination des dirigeants japonais à rendre hommage à des criminels de guerre.

Mais plus qu'un conflit externe, finalement peu probable, les obstacles à l'essor de la Chine sont avant tout internes. La restauration du capitalisme en Chine à la suite de la contre-révolution politique organisée par Deng Xiaoping à partir de 1978, et culminant avec le massacre de Tian'anmen en 1989, a entraîné de formidables bouleversements économiques et sociaux. Il en est résulté un accroissement très important des inégalités et de nombreuses luttes sociales, parfois très violentes: soulèvements paysans, parfois des villages ou des villes entières, contre l'appropriation des terres par les autorités locales et des firmes sans scrupules, grèves ouvrières contre l'exploitation forcée et pour des hausses de salaires. Ces luttes populaires montrent que les travailleurs chinois ne sont pas disposés à accepter passivement les décisions prises d'en haut par les bureaucrates et les patrons. Mais jusqu'à présent, elles ne sont pas parvenues à s'unifier et à s'organiser à une échelle nationale.

Cela s'explique par l'ampleur du dispositif policier qui étouffe la population chinoise et réprime brutalement les opposants, le renforcement des moyens de la police dépassant d'ailleurs parfois celui des dépenses militaires. Mais au-delà, le régime bureaucratique bénéficie d'une légitimité réelle fondée sur le maintien d'une croissance



économique vigoureuse. Cette croissance alimente un nationalisme centré sur l'idée du retour de la «grande Chine» sur la scène internationale, après la «grande humiliation» qu'avait représentée la période de l'occupation coloniale. Le gouvernement sait entretenir ce nationalisme pour mieux le manipuler et se légitimer.

Sur le plan économique et social, la croissance forte réduit, sans les faire disparaître, les antagonismes qui naissent de l'accroissement des inégalités. Lorsque les revenus de la grande majorité augmentent grâce à la croissance, le fait que certains s'enrichissent plus que d'autres est moins intolérable que dans un contexte où une minorité s'enrichit tandis qu'une majorité s'appauvrit. Si les autorités ne parviennent pas à maintenir dans les deux décennies à venir une croissance suffisamment élevée, aux environs de 7 à 8%, alors les inégalités et la corruption des élites deviendront encore plus inacceptables.

C'est pourquoi le gouvernement n'a pas hésité à mener des politiques de relance budgétaire et monétaire, de grande ampleur en 2008 et 2009, plus limitées en 2012, pour maintenir la croissance, avec un succès réel. Depuis l'éclatement de la crise internationale en 2008, le taux de croissance du PIB est resté supérieur à 9%, ce qui est certes moindre que le rythme exceptionnel de la décennie 2000 (10,3%), mais reste considérable dans un contexte où la demande américaine et européenne de produits chinois n'est plus aussi vigoureuse qu'autrefois. En 2012, la croissance s'est un peu ralentie (+7,8%) et elle devrait atteindre 8% en 2013 grâce aux mesures de soutien adoptées. Le problème est que ces mesures génèrent des effets pervers difficiles à maîtriser: endettement élevé des collectivités locales et des entreprises qui se lancent dans des projets d'investissement pharaoniques à la rentabilité douteuse.



© Wikimedia commons.
Une « rue de l'électronique » à Dalian, dans le nord-est du pays.

DES FRAGILITÉS RÉELLES

Dans ce domaine, si les exemples de montages financiers aventureux de la part des collectivités locales abondent, et si la presse décrit des situations de surinvestissement conduisant à des situations de quasi faillite, comme dans l'industrie ferroviaire, il reste difficile de se faire une idée précise de la gravité de la situation. D'après les dernières statistiques officielles connues, la dette publique reste faible et largement gérable: la dette du gouvernement central s'établit à la fin 2012 à 15% du PIB, celles des collectivités locales n'atteignant que 23% du PIB à la fin 2011, soit un total d'environ 38%. Si l'on multipliait la dette du gouvernement central par deux et celle des collectivités locales par trois, on atteindrait environ 100% du PIB contre 103% aux États-Unis et 213% au Japon. On est loin d'une situation catastrophique, d'autant plus que moins de 1% de la dette publique

est détenue par des étrangers, contre 9% au Japon, 41,8% aux États-Unis, 63,8% pour la France.

Plus problématiques sont les bulles spéculatives notamment dans l'immobilier, que facilitent les baisses de taux d'intérêt décidées par la banque centrale, dans un pays où par ailleurs le besoin de logements est immense. Beaucoup de bureaucrates s'enrichissent grâce à cette spéculation et sont peu enthousiastes à l'idée de la freiner. Par ailleurs, les ménages chinois qui se sont saignés aux quatre veines pour acheter un logement n'apprécient pas de voir les prix de l'immobilier s'effondrer lorsque le gouvernement prend des mesures pour freiner la flambée des prix. L'inflation des produits alimentaires est aussi un sujet sensible car il provoque le mécontentement des ménages les moins riches. Le gouvernement central intervient, avec un relatif succès jusqu'à présent, pour maîtriser ces effets pervers.

Mais dans un pays immense gangrené par la corruption et sans le moindre contre-pouvoir démocratique, il ne peut pas tout contrôler: les pouvoirs locaux sont puissants et les divisions internes à la bureaucratie sont nombreuses en fonction des divergences d'intérêt politique et matériel. Or l'enracinement de la crise internationale va rendre nécessaire le renouvellement des politiques de relance.

La vraie solution de long terme résiderait dans le rééquilibrage de la croissance en faveur du marché domestique, en donnant la priorité aux besoins sociaux et à l'environnement. Cela permettrait aussi de réduire la dépendance aux exportations. Actuellement, malgré la fringale de consommation des privilégiés, la consommation des ménages chinois ne représente que 32% du PIB ce qui est très faible (60% et plus dans les pays de l'OCDE). Or cela suppose d'augmenter fortement les salaires, de réduire les inégalités et de reconstruire le système de sécurité sociale démantelé avec la restauration du capitalisme. Comme dans les autres pays capitalistes, ces mesures se heurtent aux intérêts de la classe dominante et cela, dans un pays où les libertés démocratiques n'existent pas, où il n'y a pas d'espace de débat politique pour organiser des réformes graduelles, comme pouvait le faire la social-démocratie européenne avant sa conversion au néo-libéralisme. Jusqu'à quand la Chine parviendra-t-elle à maintenir une croissance élevée sans redistribution radicale des revenus pour rééquilibrer la croissance en faveur du marché domestique? Jusqu'à quand le contrôle policier de la société empêchera-t-il le mécontentement de s'exprimer et de se fédérer? Autant de questions cruciales dont les réponses sont incertaines. □

1 Le terme de « classe moyenne » fait débat du point de vue de sa définition, de sa mesure et des conclusions que l'on peut en tirer sur le plan politique. Le rapport de la Banque asiatique du développement (Indicateurs clefs du développement, 2010, p. 46) présente une évaluation basée sur le seul critère du revenu absolu. La BAD dénombre en Chine, pour l'année 2005, 442,82 millions de travailleurs dont le revenu est compris entre 2 et 4 dollars, 328,18 millions entre 4 et 10 dollars, 46,16 millions entre 10 et 20 dollars et 8,86 millions gagnant plus de 20 dollars par jour. Si on considère que ceux qui gagnent entre 2 et 4 dollars par jour sont encore proches de la pauvreté, on peut définir la classe moyenne comme ceux gagnant entre 4 dollars et 20 dollars, soit 374 millions et 46% de la population active, qui comptait, en 2005, 817,16 millions d'individus.

2 Sur ce sujet, voir Au Loong Yu, China's Rise: Strength and Fragility, Resistance Books, IIRE, Merlin Press (Royaume-Uni), 2012.

3 Pour de plus amples développements sur ce sujet, voir, dans l'ouvrage cité en note 2, China: unavoidable rise or possible decline?

D'UNE CLASSE OUVRIÈRE À

Entre l'époque maoïste et aujourd'hui, la structure du prolétariat chinois (composition, statut social, niveau de vie, conscience...) a été profondément modifiée. On est même en présence d'une classe ouvrière totalement différente.

Depuis 1911, la Chine a vécu un siècle de révolutions et contre-révolutions, de «modernisations» successives¹. La structure de classe du pays a été par deux fois bouleversée : après la conquête du pouvoir par le Parti communiste (PCC) en 1949, puis dans la foulée des réformes procapitalistes introduites au fil des années 1980-90. Chaque couche sociale a été remodelée. Certaines se sont désintégrées, ont émigré, comme la gentry – ces notables imposant leur lois dans le monde rural – ou, dans le monde urbain, la bourgeoisie commerçante et industrielle.

D'autres sont nées, comme la bureaucratie, cette «caste» tirant profit de son contrôle exclusif de l'État – ou encore se sont reconstituées, mais alors sous une forme nouvelle. Ainsi, l'actuelle bourgeoisie chinoise présente un visage bien

différent de celui qui fut auparavant le sien. Elle n'est plus attachée par un lien de subordination à l'impérialisme, mais diablement conquérante ! Elle a les caractéristiques originales d'une «bourgeoisie bureaucratique», pour reprendre la formule d'Au Loong-Yu.

Ni la paysannerie ni la classe ouvrière n'ont été exemptes de tels bouleversements. Révolutions et contre-révolutions ont provoqué des modifications radicales dans le statut, la composition et la conscience de soi du prolétariat (ainsi que des paysans, mais ce n'est pas l'objet ici). Ces bouleversements présentent des traits forts particuliers qui renvoient notamment aux spécificités du régime maoïste.

APRÈS LA RÉVOLUTION DE 1949 : UN STATUT ENVIÉ

Il y a un siècle, la Chine a connu ses premières vagues d'industrialisation. La classe ouvrière industrielle n'en restait pas moins très minoritaire, estimée à 1,5 million au début des années 1920 pour au moins 250 millions de paysans. Elle n'était concentrée dans de très grandes usines qu'en certaines régions seulement : métropoles côtières au sud, bassin fluvial du Moyen-Yangzi, Mandchourie au nord... Une grande partie de la production textile provenait toujours du secteur artisanal et le gros du semi-prolétariat urbain était

composé de précaires, le «petit peuple» des coolies (manœuvres, journaliers, porteurs).

Le jeune mouvement ouvrier a joué un rôle important dans la révolution de 1925, mais a été écrasé par la contre-révolution de 1927, puis soumis à l'occupation japonaise. Décimé dans les villes, le Parti communiste a perdu l'essentiel de son implantation initiale. Après la défaite japonaise de 1945, la classe ouvrière a mené quelques grandes grèves défensives en réaction à l'hyperinflation, mais elle n'avait plus d'organisations et de traditions politiques qui lui soient propres.

Pour l'essentiel, c'est une nouvelle classe ouvrière qui s'est formée en République populaire de Chine. De 3 millions avant 1949, elle passe à 15 millions en 1952 et près de 70 millions en 1978. Recrutés dans le cadre d'une politique massive de salarisation («bas salaires, nombreux emplois»), les travailleurs urbains du nouveau secteur d'État bénéficiaient seuls du statut fort prisé d'«ouvrier et employé» avec ses avantages sociaux : logement, tickets donnant droit à des céréales, financement des études des enfants, service de santé, magasins d'achat, garantie de l'emploi à vie, retraite... Chaque travailleur était affecté à une entreprise et à une unité de travail comme, en France, des fonctionnaires sont assignés à un poste. Un

© DR.
Usine textile dans la banlieue de Shanghai.



L'AUTRE

PAR PIERRE ROUSSET

ouvrier arrivant à l'âge de la retraite pouvait fréquemment transmettre son statut à un membre de sa famille.

Bénéficiant d'importants privilèges par rapport au reste de la population (compte non tenu des cadres du parti-Etat), la classe ouvrière a longtemps fourni une base sociale solide au régime maoïste, étant parfois mobilisée contre des intellectuels et étudiants contestataires. Elle avait une haute conscience sociale de soi, mais pas d'autonomie politique: elle restait subordonnée au PCC en l'absence de syndicats indépendants ou de pluralisme politique.

UNE DÉFAITE HISTORIQUE

La classe ouvrière du secteur d'État fut la dernière à être impactée par la crise du régime maoïste, mais elle n'a pas échappé au tumulte de la «révolution culturelle» (1966-1968), où les travailleurs précaires (il y a en toujours) sont par ailleurs précocement intervenus. À l'occasion de cette crise majeure, des revendications sociales et démocratiques profondes se sont exprimées, mais peu de mouvements radicaux ont su se libérer des luttes de pouvoir au sein du parti-Etat. Faute de perspectives, le soulèvement social a sombré dans l'hyper-violence fractionnelle. Avec l'appui de l'armée, le chaos a laissé place à une dictature bureaucratique particulièrement intolérante.

Le retour au pouvoir de Deng Xiaoping, débuté en 1976, a été vécu comme un retour à la raison politique: dégel culturel, pragmatisme affiché, décollectivisation partielle des campagnes, coopératives ouvrières... Initialement, les réformes socio-économiques n'apparaissaient pas procapitalistes, bien qu'elles aient en fait ouvert, en deux décennies, la voie à un nouveau capitalisme chinois. Cependant, l'assouplissement du régime a libéré les tensions sociales: grèves ouvrières (1976-77), marches paysannes, mouvement démocratique (1978-79)... La contestation a culminé en 1989, plaçant la direction du PCC (très divisée) devant un choix décisif: démocratiser plus avant ou réprimer brutalement. L'armée a écrasé les manifestants de la place Tien Anmen de Pékin, la répression s'est abattue dans les provinces. La défaite des résistances sociales a été profonde.

La renaissance d'un capitalisme chinois condamnait à disparaître la classe ouvrière formée sous le régime maoïste. Idéologiquement, l'enrichissement (de certains) et non plus le Travail était à l'honneur. Nombre d'entreprises d'État devaient être préparées à la privatisation, les rythmes de production accélérés, les protections démantelées.

La classe ouvrière du secteur d'État a opposé une résistance sourde et massive (ponctuées de violentes explosions) à ce programme de réformes. Bien des directeurs d'entreprises ont préféré négocier un compromis plutôt que d'affronter leurs salariés. Le prolétariat chinois était incapable d'offrir une alternative politique au régime, mais le régime était incapable d'imposer sa politique au salariat. Il a donc décidé de retirer en bloc cette classe ouvrière rétive de la production. Quelque 40 millions de travailleurs du rang ont été mis à la retraite d'office, pour faire place nette.

UN NOUVEAU PROLÉTARIAT: LES SANS-PAPIERS DE CHINE

En France aussi, des fonctionnaires sont remplacés par des salariés au statut «privé» – mais ledit secteur privé existe déjà. En Chine, une couche de travailleurs qualifiés, de techniciens et ingénieurs issus du secteur étatique a été maintenue en activité; pour le gros du salariat, il a cependant fallu créer une nouvelle classe ouvrière dont la paysannerie a, une fois encore, fourni les gros bataillons.

Le régime a abusé d'une main-d'œuvre corvéable à merci, les sans-papiers chinois. Les paysans ne peuvent en effet se déplacer à volonté dans leur propre pays; ils ont besoin d'un permis pour s'établir ailleurs que dans leur village d'origine. Cette mesure administrative remonte à fort loin, mais elle a été utilisée par le PCC pour limiter l'exode rural vers les centres urbains et les régions côtières, ainsi que pour renforcer son contrôle politique.

L'exode rural a néanmoins fini par s'enclencher, créant une masse de clandestins d'autant plus facile à surexploiter qu'elle est formée de ruraux déracinés, sans tradition collective de lutte, sans connaissance du droit social, qui attendent de repartir au village. De quoi faire le bonheur

d'un capitalisme sauvage et nourrir ses zones franches!

La Fédération des syndicats de Chine – seule organisation syndicale légale – n'a rien fait pour aider les «migrants de l'intérieur». En revanche, de très nombreuses initiatives civiques ont fleuri, à la frontière de la légalité, pour leur porter aide. Des écoles ont été créées pour accueillir leurs enfants qui, sinon, auraient été privés de scolarité. Des «avocats aux pieds nus» (en référence aux «médecins aux pieds nus» du temps de la révolution) se sont mis gratuitement à leur disposition pour les informer de leurs droits. Des enquêtes et des campagnes ont été menées pour dénoncer les graves dangers sanitaires auxquels ils étaient soumis (empoisonnement par produits toxiques...). C'est tout un tissu solidaire qui s'est constitué à cette occasion.

La seconde génération de migrants arrive maintenant sur le marché du travail. À la différence de ses parents, elle ne compte pas retourner au village et connaît l'environnement social dans lequel elle est née. Comme en France, le suicide peut être la réponse à des conditions de travail intolérables, mais cette génération est mieux armée que la précédente pour lutter – d'autant plus que le manque de main-d'œuvre se fait sentir. Le pouvoir est ainsi obligé d'assouplir les règles concernant le déplacement des (ex)ruraux. Des luttes il y en a, et elles engrangent des gains revendicatifs. C'est de cette génération que traite l'interview d'Au Loong-Yu et Bai Ruixue publié dans les pages suivantes.

L'organisation reste le talon d'Achille de la seconde génération de migrants intérieurs. Les syndicats officiels sont depuis longtemps les courroies de transmission du pouvoir (ou des employeurs), on les imagine mal devenir instruments de contestation sociale ou politique. Le parti-Etat n'accepte toujours pas la création d'organisations indépendantes – et garde les moyens de l'interdire. On est ainsi placés face à une double impossibilité. Il semble encore trop tôt pour savoir comment elle sera surmontée. Mais elle le sera. □

1 Voir, sur ESSF (articles 11137 et suivants), Pierre Rousset, « La Chine du XX^e siècle en révolutions », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11137>

L'ÉTAT DU MOUVEMENT SYNDICAL

Membres du comité de rédaction du site China Labour Net, Au Loong-Yu et Bai Ruixue sont engagés de longue date dans la solidarité avec les luttes ouvrières en Chine continentale comme à Hongkong. Membre fondateur du Globalization Monitor, Au Loong-Yu a aussi été l'un des porte-parole de l'Alliance du peuple lors des manifestations contre la réunion du Fonds monétaire international dans l'ancienne colonie britannique, en 2006.

a déjà un syndicat à Foxconn, mais personne ne sait s'il a fait quoi que ce soit pour les ouvrières et les ouvriers. Deux travailleurs de Foxconn Zhengzhou se sont suicidés en se jetant dans le vide voici moins de quinze jours, après que la direction a imposé sans préavis le « mode silencieux » à ses salariés. Les employés se sont plaints qu'il leur était interdit de parler au travail – soit plus de 10 heures par jour. Cela en a conduit plus d'un au désespoir. Foxconn est connu pour imposer à sa main-d'œuvre une discipline militaire. Dans la seule année 2010, quatorze travailleurs se sont donné la mort. On se demande ce que la Fédération des syndicats a jamais fait pour empêcher Foxconn de traiter ses salariés comme des esclaves. Si une section syndicale d'entreprise avait une effectivité, comment la direction pourrait-elle leur imposer le « mode silencieux » sans même les consulter ?

PAS DE SYNDICATS LIBRES SANS LIBERTÉ POLITIQUE

Nous ne partageons pas l'idée selon laquelle une démocratisation générale des syndicats dans l'entreprise est possible en

l'absence de libertés civiles dans le pays. L'expérience de la réélection de la section syndicale de Honda Foshan le montre. Les travailleurs de Honda Foshan ont mené une lutte héroïque et victorieuse en 2010, obligeant la direction et la section locale de la Fédération des syndicats non seulement à consentir une augmentation de salaire, mais aussi à assurer une réélection syndicale dans l'usine.

En 2012, une ONG a enquêté sur cette réélection. Malgré la rhétorique des dirigeants du Parti communiste et de l'ACFTU, dans le Guangdong, sur le respect du droit des travailleurs à une élection démocratique, il s'avère qu'il ne s'agissait que d'une élection partielle – une partie seulement de la direction syndicale y étant soumise. Le précédent président – contre lequel les grévistes étaient très remontés – a gardé son siège.

Une élection complète a finalement eu lieu en 2011, sous l'auspice du syndicat local. Cependant, en accord avec les procédures établies par l'ACFTU, la direction sortante a monopolisé le processus de nomination des candidatures à la nouvelle direction. Ainsi, les employés de niveau

La firme taïwanaise Foxconn emploie 1,5 million de salariés en Chine continentale, produisant des composants électroniques pour des marques comme Apple. Elle a annoncé qu'elle autoriserait l'élection de représentants syndicaux en juillet 2013. Pensez-vous que la démocratisation des sections syndicales d'entreprise est possible dans le contexte d'un Etat policier ?

Selon des médias occidentaux, il s'agirait de la première tentative de syndicalisation à Foxconn. Cela n'est pas exact. En 2007, la Fédération des syndicats de Chine (connue sous son sigle anglais d'ACFTU) avait publiquement annoncé qu'elle avait constitué une section syndicale d'entreprise dans une usine de Foxconn où une lutte s'était récemment produite. Le quotidien *Southern Metropolitan Daily* a interviewé des travailleurs de cette entreprise. Ils lui ont dit ne pas savoir ce qu'était un syndicat, ou qu'ils ne prendraient contact avec la section syndicale qu'en dernier ressort. Donc, au moins à Shenzhen, il y



© DR
Des travailleurs menacés de licenciement manifestent devant leur usine, en mai 2009 à Pékin.

ET DES LUTTES OUVRIÈRES

PAR AU LOONG-YU ET BAI RUIXUE, PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE ROUSSET

«encadrement», directorial, ont été autorisés à se présenter comme candidats devant le congrès syndical. De plus, ils ont bénéficié d'un ratio délégués/membres bien plus favorable que les travailleurs du rang.

En conséquence, des membres de l'encadrement ont été élus à la direction du syndicat, alors que les militants qui avaient mené la lutte de 2010 se voyaient éjectés. Les élections dans les secteurs et les comités à la base se sont produites après la reconstitution complète de la direction syndicale centrale de l'usine. Cette procédure a été délibérément organisée pour être très compliquée, très lente, de façon à pouvoir être plus aisément manipulée d'en haut.

Et puis, récemment, le 18 mars dernier, les travailleurs d'Honda Foshan sont à nouveau entrés en grève, n'étant pas satisfaits du programme d'ajustement salarial proposé par la direction et le syndicat de l'entreprise. A leurs yeux, ce programme n'était à l'avantage que des niveaux les plus élevés du salariat et il désavantageait les salariés du bas de l'échelle. A la suite de la grève, des hausses de salaire plus élevées ont été offertes aux deux échelons les plus bas.

LES SYNDICATS OFFICIELS CONTESTÉS

Cette grève semble bien indiquer que la capacité du syndicat de défendre les intérêts des travailleurs n'est pas très significative. Elle montre le peu de communication entre la section syndicale et les travailleurs du rang, le fait que ces derniers ont dû une nouvelle fois la contourner et engager eux-mêmes une grève pour défendre leurs droits. A la vérité, les ouvriers expliquaient que la position du syndicat était la même que celle de la direction de l'entreprise.

Deux semaines plus tard, c'était au tour de travailleurs d'une autre boîte, l'usine électronique Ohms à Shenzhen, de demander que son poste soit retiré au président élu du syndicat, Zhao Shaobo. Zhao avait été élu à ce poste l'an dernier à la suite d'une grève exigeant précisément que les travailleurs aient le droit de pouvoir élire leurs propres représentants. Cependant, certains salariés accusent maintenant Zhao et le syndicat de n'avoir pas protégé leurs intérêts, notamment en ce qui concerne la défense du contrat de travail de 22 employés qu'Ohms a décidé de ne pas

reconduire au début de cette année. Selon les travailleurs, Zhao a même essayé de les convaincre d'accepter les propositions de la direction de l'entreprise. «*Nous ne voulons pas que le président de notre syndicat penche du côté de la direction. Nous voulons élire quelqu'un qui parle pour nous*», a dit l'un des ouvriers.

Qu'en est-il des syndicats dans le secteur public ?

Il y a beaucoup moins d'informations concernant les syndicats dans les entreprises d'Etat – les SOE ou *State Owned Enterprises*, «entreprises possédées par l'Etat». Les médias de masse couvrent plus volontiers les grèves et les réélections syndicales dans le secteur privé – et plus spécialement encore dans les entreprises étrangères, car ils peuvent toujours pointer du doigt les investisseurs étrangers en les accusant de ne pas respecter les lois. Quand la même chose se passe dans le secteur public, étatique, des représentants officiels de l'Etat sont nécessairement et directement impliqués. Du coup, le risque est grand que la presse soit censurée, à moins que les protestations ne deviennent plus larges et ne durent plus longtemps.

De façon générale, dans le secteur privé, la règle est probablement que les syndicats soient réduits à des coquilles vides sous le contrôle des employeurs, le parti-Etat ayant peu d'espace pour intervenir. En revanche, dans le secteur étatique – et même si les entreprises d'Etat ont aujourd'hui une direction plus indépendante que par le passé –, l'héritage du rôle du parti et de son intervention sur les lieux de travail n'a pas totalement cédé la place au pouvoir de la direction de l'usine.

Bien entendu, les rapports de forces peuvent varier considérablement d'une région à l'autre ou suivant les industries. Cela implique probablement que dans le secteur étatique, si les travailleurs veulent un syndicat contrôlé sur leur lieu de travail par les salariés du rang, ils risquent de devoir s'affronter non seulement à la direction de l'entreprise, mais aussi à l'appareil d'un parti hostile et présent au sein même de l'usine.

Un autre fait montre que les syndicats officiels en font bien peu pour protéger les travailleurs de ce secteur. Selon le

code du travail, les entreprises d'Etat ne peuvent faire appel à de la main-d'œuvre intérimaire que pour compléter la main-d'œuvre régulière, et ce, uniquement dans le cas où cette dernière ne peut pas remplir telle ou telle tâche spécifique. Pourtant, aujourd'hui, elles y recourent massivement et l'ACFTU n'a pas rejeté cette pratique devenue courante.

En un mot, rien ne porte à croire que la Fédération des syndicats de Chine va cesser d'agir comme un instrument du parti au pouvoir et de son orientation capitaliste. Même si, à l'occasion, l'ACFTU faisait quelque chose d'utile aux travailleurs, ce ne serait qu'un agenda secondaire. En 2010, sous la pression du lobby patronal de la province de Guangdong et des investisseurs de Hongkong, une clause qui aurait pu conduire à l'élection de représentants des travailleurs pour des «consultations collectives» a été retirée du projet de «règlements sur la gestion démocratique des entreprises» de cette province. La clause originelle n'avait pourtant rien de révolutionnaire – l'ACFTU aurait contrôlé la nomination des candidats et le mot «négociation» n'apparaissait pas, étant considéré trop «antagonique»; néanmoins, les révisions successives ont vidé la version finale de ce projet de loi de tout sens pour les travailleurs.

Huang Qiaoyan, un professeur de droit à l'université Sun Yat-Sen du Guangzhou, a décrit en ces termes la version révisée de 2011 : elle «*reflète le souhait des personnes qui ont rédigé le projet de continuer à contrôler, via les divers niveaux du syndicat, la revendication croissante des travailleurs pour des consultations collectives sur les salaires. Elles ne veulent pas voir une situation où se développeraient des actions spontanées des travailleurs et où les syndicats ne pourraient pas intervenir, qu'ils ne pourraient pas organiser et contrôler.*»

Malgré tout cela, le mouvement ouvrier international tend à travailler toujours plus étroitement avec la Fédération des syndicats de Chine, renforçant ainsi sa légitimité. Une crédibilité qui a été une nouvelle fois accordée à l'ACFTU en juin





© Wikimedia commons.
Nanjing Road, Shanghai.



2011, quand elle a été élue à l'organe dirigeant de l'Organisation internationale du Travail (OIT) par le groupe « salariés ».

Comment évaluez-vous le niveau actuel de mobilisation ouvrière en Chine ?

Pendant plus de dix ans, les luttes ouvrières en Chine sont pour l'essentiel restées économiques. Les résistances aux privatisations dans le secteur d'Etat auraient potentiellement pu ouvrir la voie à des luttes plus politiques, mais cela ne s'est pas concrétisé du fait des rapports de forces : d'un côté, les travailleurs de ce secteur étaient démoralisés et avaient subi des défaites, de l'autre ils auraient dû faire face à une répression sévère.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION SANS LE POIDS DES DÉFAITES

Néanmoins, les luttes économiques dans les deux secteurs (étatique et privé) peuvent conduire à des changements positifs, même si limités. C'est doublement important. Du fait des gains immédiats obtenus par des victoires, comme l'arrêt de privatisations, l'obtention de meilleures conditions de travail ou la réduction des atteintes à l'environnement. Du fait aussi – ce qui est encore plus important – que de telles victoires peuvent inspirer d'autres actions à l'avenir ; qu'elles peuvent contribuer à renforcer leur potentiel de succès, comme on l'a vu avec la lutte des travailleurs de l'acier de Tonghua et de l'automobile chez Honda.

La forme prise par ces résistances reflète aussi le caractère de plus en plus hardi de la présente génération. A cet égard, et bien qu'encre à une petite échelle, la tentative des travailleurs de Pepsi de coordonner leurs actions via Internet dans plusieurs provinces mérite particulièrement d'être relevée. Dans le passé, une telle coordination avait certes pu être envisagée, mais la peur des conséquences aurait eu un effet dissuasif.

Le fait que les jeunes travailleurs de Honda ont déclaré qu'ils agissaient dans l'intérêt de la classe ouvrière chinoise tout entière montre qu'il y a des signes indiquant que cette nouvelle génération, libérée de la terrible défaite de 1989, a la capacité potentielle de regarder au-delà des enjeux immédiats et de s'identifier à des préoccupations plus vastes que celles limitées à leur propre entreprise.

Notons aussi que la répression est aujourd'hui moins effective que les années passées. Non seulement parce que les manifestants

deviennent plus hardis, mais aussi et au-delà, parce que c'est le début d'un changement plus fondamental des perceptions tant du côté du peuple que de la classe dominante. La peur recule, alors que la bureaucratie sent que sa légitimité s'érode graduellement.

Après plus de vingt ans de privatisations par et pour la bureaucratie dominante, cette dernière s'est tellement enrichie que la colère s'accumule non seulement chez les travailleurs, mais aussi dans la bourgeoisie privée et les classes moyennes supérieures. Les «netizens» (citoyens du Net) jouent ici un grand rôle. Depuis des années, ils réclament la publication des chiffres des dépenses des *sangong xiaofei*, ce qui veut littéralement dire les dépenses des représentants du gouvernement durant leurs voyages à l'étranger, telles qu'achats de voitures, réceptions officielles et banquets. Quand le montant en a finalement été publié, les *netizens* l'ont jugé déraisonnablement élevé et ont dénoncé le fait qu'il augmentait perpétuellement – le chiffre officiel était de 10 milliards de yuans (soit 1,63 milliard de dollars) l'an dernier. Les *netizens* ont alors exigé la publication des montants correspondant aux différents ministères, ce que le gouvernement s'est récemment résigné à faire. Ils ont aussi recouru à des moteurs de recherche pour enquêter sur des hauts fonctionnaires corrompus et ont rendu publiques leurs découvertes.

Ce mode de militantisme a un impact qui va au-delà des réseaux branchés sur Internet. Il influence la perception de plus en plus négative que la population a du parti dirigeant. En conséquence, même s'il est difficile pour les luttes économiques du salariat d'acquiescer une dimension politique vu le caractère répressif du régime, la décadence continuelle de ce dernier érode sa légitimité. A moyen terme, cela peut politiser la société, que ce soit à l'occasion d'un grand scandale, d'une lutte de fractions au sein du parti dirigeant, de l'apparition d'une crise économique ou d'une combinaison de tels facteurs.

Est-ce que l'accroissement continu du salaire minimum, l'expansion des logements publics, etc., auxquels on a assisté ces dernières années, indiquent que le parti-Etat possède à la fois la volonté politique et les moyens institutionnels de mettre en œuvre sa politique d'amélioration de la vie du peuple?

Cette dernière décennie, le salaire minimum s'est effectivement accru de façon continue, mais il faut aussi tenir compte de l'inflation croissante – le chiffre officiel est relativement bas, mais on ne peut pas s'y fier. Pour les salariés que nous avons

interviewés, la vie reste difficile avec les loyers et le prix des aliments en hausse; une hausse qui n'est jamais pleinement reflétée dans les statistiques officielles.

UN CAPITALISME BUREAUCRATIQUE PRÉDATEUR

Ces dernières années, le PCC a promu une réforme du droit du travail et, à s'en tenir aux apparences, a mis en place un Etat-providence. Cette question, cependant, doit être évaluée dans son contexte politique. La bureaucratie s'est transformée en une classe capitaliste bureaucratique. Elle a pu le faire avec aisance parce qu'elle se place au-dessus de toute loi – excepté son droit divin à la dictature d'un parti unique. En conséquence, son objectif est de devenir riche à travers sa tâche: l'administration de la société. C'est pourquoi un grand nombre de logements publics a été distribué non pas à des pauvres, mais à des fonctionnaires gouvernementaux et à leurs protégés. C'est aussi pourquoi, si la bureaucratie fait à l'occasion appliquer la loi qui donne droit au peuple à des bénéfices économiques, cela vient toujours après son objectif premier: piller le pays.

Et quand les gens se lèvent pour exiger leurs droits légitimes, le parti-Etat répond par la répression.

Même quand elles peuvent paraître bonnes en elles-mêmes, tant que les réformes sociales et économiques continueront à être interprétées et mises en œuvre par les seuls dirigeants du parti, elles tourneront nécessairement, tôt au tard, au vinaigre. Ainsi, les bénéfices économiques ne sont pas seuls à être désespérément nécessités, il en va de même du pouvoir politique au peuple – mais il s'agit de quelque chose que le parti-Etat ne concèdera jamais s'il n'y a pas une très forte pression d'en bas. N'oublions pas que le gouffre grandissant entre riches et pauvres, comme entre le parti et le peuple, est avant tout le résultat de l'existence de ce parti-Etat et de son capitalisme bureaucratique. En conséquence, l'Etat n'est pas la solution aux contradictions profondes de la Chine: il est plutôt un problème en lui-même – sa corruption rampante s'impose de façon croissante comme un fardeau insupportable pour la société et provoquera un jour ou l'autre une implosion.

La presse a récemment affirmé que des entreprises chinoises et étrangères quittent la Chine en plus grand nombre pour le Bangladesh et le Vietnam, à cause d'un déficit de main-d'œuvre et de la montée

des coûts salariaux. Qu'est-ce que cela va changer pour le pouvoir de négociation des travailleurs?

Du fait de l'appréciation de la devise chinoise, du déficit de main-d'œuvre et de la hausse des salaires nominaux, le nombre de firmes quittant la Chine a été en augmentation depuis un certain temps déjà; et cela devrait continuer dans les années à venir. En règle générale, cela devrait jouer en faveur des salariés, mais pour l'heure ce n'est pas aussi significatif que l'on pourrait le croire.

Dans un pays où prévaut la loi de la jungle, les capitalistes, avec l'aide du talon de fer de l'Etat, peuvent toujours trouver le moyen de contourner le déficit de main-d'œuvre et la hausse des coûts salariaux. Ils peuvent par exemple faire appel à des internes des écoles professionnelles, la plupart d'entre eux n'étant même pas adultes: leurs stages en entreprise sont arrangés par les institutions locales d'enseignement public et par les municipalités des provinces ou villes exportatrices. Il y a bien d'autres exemples de collusion entre capitalistes et gouvernements locaux. C'est ainsi que Honda Foshan – comme bien d'autres entreprises – surmonte le déficit de main-d'œuvre.

Un autre moyen est de mettre des enfants au travail. Cette pratique s'était un peu réduite ces dernières années, mais nous suspectons qu'elle regagne le terrain perdu. Nous connaissons des cas à Chaozhou, dans la province de Guangdong, où à nouveau des entreprises de l'habillement recourent illégalement à une main-d'œuvre infantile à coût réduit.

Cependant, les bas salaires n'ont jamais été le seul avantage dont bénéficie la Chine. De fait, il y a dix ans, les salaires chinois n'étaient pas les plus bas en Asie. Les travailleurs chinois sont très productifs par rapport à d'autres pays au niveau de développement économique comparable. Cette main-d'œuvre est en effet très disciplinée et relativement éduquée, ce qui est le résultat combiné d'un Etat très répressif, mais né d'une révolution. Cela continue à contribuer à faire de la Chine l'atelier du monde.

Il y a encore d'autres facteurs à prendre en compte, mais nous ne pouvons pas les aborder ici. Ce qui importe, par rapport à la question posée, c'est que même si la période d'abondance de la main-d'œuvre est maintenant derrière nous, le statut de la Chine comme atelier du monde ne va pas pour autant disparaître rapidement. □

LE RAVISSEMENT DE BRITNEY SPEARS PAR HENRI CLÉMENT

A lors qu'un groupe terroriste aurait planifié l'enlèvement de Britney Spears, les services français décident d'envoyer à Los Angeles un de leurs agents afin d'assurer la protection de la star – et accessoirement de redorer leur blason auprès de leurs collègues étatsuniens. Voilà notre homme plongé dans le quotidien trépidant des stars d'aujourd'hui : shopping, déchirements familiaux, cures de désintox et relations ambivalentes avec la presse people... Sans compter qu'il ne dispose pas du permis de conduire : dans une métropole de cette envergure, ce n'est pas le moindre des handicaps, mais cela donne l'occasion, à travers les improbables déambulations auxquelles le narrateur se trouve contraint, de ces magnifiques descriptions auxquelles Rolin nous a habitués et dans lesquelles il excelle. Ces promenades laissent aussi le temps à notre espion de se plonger dans de profondes réflexions au sujet de Britney Spears, évidemment, mais encore de Katy Perry ou de Lindsey Lohan – une activité qui n'encombre pas outre

mesure ses facultés intellectuelles – et lui fait croiser toute une galerie de personnages improbables. Car derrière le scénario en forme de blague potache, Rolin se livre à une exploration d'un quotidien vide et sans perspectives, que ne remplissent que difficilement les agitations vaines de sens de toutes ces stars qui font la une des magazines. Ce pas de côté, par rapport à ses travaux antérieurs, a de quoi surprendre et dérouter. Une fois passée la surprise, le roman se révèle être une réflexion sur le rôle de l'art dans une société de divertissement généralisé, comme l'indiquent tout à la fois l'écho au roman de Duras et la courte anecdote au sujet du travail de Rothko : le peintre, ayant satisfait la commande d'un grand restaurant, décida d'y dîner pour constater l'effet produit par son travail. En sortant, il décida de reprendre ses toiles et de restituer l'argent, comprenant que pour la clientèle de ce restaurant de très haut standing, son art ne sera jamais rien d'autre qu'un ornement.

Par des voies détournées, Rolin

retrouve comme une perspective de classe – bien qu'il s'en défende vigoureusement. La façon dont il met en scène, avec beaucoup d'humour, Bob Avakian et son Revolutionary Communist Party, organisation maoïste américaine, lui permet sans doute de tenir son passé à distance, mais ne résout pas pour autant les problèmes actuels de la société du spectacle et de l'abrutissement généralisé. Car en définitive, l'art, loin d'être la source d'un ébranlement du regard et des conceptions du monde pour la bourgeoisie, n'est qu'un subtil délassement, un doux ornement qui participe de sa capacité à imposer sa façon de voir au plus grand nombre. En excluant désormais a priori toute perspective d'émancipation sociale, Jean Rolin prend le risque de l'impuissance et de se laisser submerger par l'insignifiance – et son roman témoigne de ce risque qui

guette certes la société, mais encore plus notre écrivain. □



Jean Rolin, Folio, Gallimard, 2013, 272 pages, 6,50 euros.

LE GUIDE DU MAUVAIS PÈRE

A Les fidèles lecteurs de Guy Delisle ont déjà eu l'occasion de croiser ses enfants dans ses différentes tribulations à travers le monde, à Shenzhen, en Birmanie ou encore à Jérusalem. A chaque fois, on avait pu apprécier comment l'auteur remplissait son rôle de père de famille. Dans ce petit opuscle, il nous livre ses secrets d'éducation et ses plus belles réussites. Bon, le

titre annonce clairement la couleur : il s'agit d'une collection – très drôle – de ses pires ratages. Après les oublis et explications emberlificotées au sujet de la petite souris, ou encore sa méthode pour sauver ses céréales de l'appétit de sa fille, le meilleur est sans conteste le coup de la tronçonneuse : Delisle met en scène une fausse blessure dans laquelle il perd sa main, succès

garanti auprès de son très jeune fils qui s'enfuit horrifié. L'ensemble est drôle et irrévérencieux, et surtout incontournable en cette période de nouvelle flambée de l'ordre familial. □ **H. C.**

Guy Delisle, Folio, Gallimard, 2013, 272 pages, 6,50 euros.



LE TROISIÈME REICH

Dans la continuité de *La littérature nazie en Amérique* et *Etoile distante*¹, ce roman de Bolaño poursuit l'exploration de notre imaginaire et des liens qu'il continue d'entretenir avec le nazisme. La référence est clairement affichée sur la couverture du livre. Pour autant, il ne faut pas s'attendre à un portrait du régime nazi. Le Troisième Reich en question est un wargame, c'est-à-dire un jeu de stratégie sur plateau qui permet de remettre en scène la Deuxième Guerre mondiale sous le seul angle militaire. Le narrateur, Udo Berger, est un jeune allemand spécialiste de ce jeu. Tout en passant quelques semaines de vacances sur la côte espagnole, le jeune homme compte explorer dans sa chambre d'hôtel de nouvelles pistes qui permettraient aux forces de l'Axe de l'emporter. Mais sa rencontre avec le Brûlé, un homme atrocement

défiguré, va faire déraiser les choses. Bolaño excelle à décrire ce petit monde de joueurs de wargames, organisé autour de cercles et de fanzines, disséquant les batailles et les options militaires. Mais ce que l'auteur parvient à mettre en scène, ce sont les conséquences de telles attitudes qui conduisent à « neutraliser » les conséquences politiques. Sans que ce soit précisé, on devine que le Brûlé est vraisemblablement un réfugié latino-américain, passé par les séances de torture d'un régime dictatorial qui bénéficia des conseils avisés de quelques SS et autres dignitaires du régime nazi. Cet homme va contraindre Udo à se replonger dans la réalité de ce régime et à se confronter aux conséquences. Bolaño explore avec brio les structures de notre imaginaire, les liens entre l'art – la culture dans un sens plus large – et le

nazisme et donc la persistance d'un certain nombre de représentations. Une lecture parfois dérangement – comme la liste des généraux hitlériens comparés aux grands noms de la littérature allemande – mais indispensable à l'heure où l'extrême-droite relève la tête. □

H. C.

1 Ces deux romans sont disponibles au format poche chez Christian Bourgois, collection Titres.

Roberto Bolaño, traduit de l'espagnol par Robert Amutio, Folio, Gallimard, 2013, 432 pages, 7,50 euros.



LE SOURIRE DE MAO

Racheter la momie de Mao et l'exposer dans un musée conçu comme le monument culturel national de la République démocratique de Wallonie, voilà l'étrange idée du président Delcominette. Sur cette toile de fond surprenante, les deux auteurs ont construit un scénario de polar efficace, mettant en scène les tensions qui font suite à l'explosion de l'Etat belge. La longue crise gouvernementale et les multiples frictions nationalistes des dernières années ont conduit à poser la question de la pérennité du royaume. Cette bande dessinée propose un scénario possible : une flambée nationaliste, des organisations de jeunesse qui rappellent les scouts,

mais armés, et de multiples formes de mobilisation nationalistes qui tentent de masquer les logiques ultra-autoritaires. Pour autant, tout le monde ne se résigne pas à cet état de fait, et des organisations continuent la lutte, de façon clandestine. Les trois jeunes héros de ce récit vont se retrouver pris en étau entre des intérêts contradictoires et finir broyés par l'aveugle raison d'Etat et ses perpétuels coups tordus. La politique fiction est un exercice difficile, rarement maîtrisé : cette bande dessinée est une véritable réussite, à lire sans hésitation. □

H. C.

Jean-Luc Cornette & Michel Constant, Futuropolis, 2013, 76 pages, 16 euros.





DÉCHETS NUCLÉAIRES À BURE : LE GOUVERNEMENT TOMBE SUR UN OS

© DR

Pour faire accepter leurs politiques dévastatrices au service des possédants, nos dirigeants ont à leur disposition toute une panoplie de petits rouages bien huilés : des tables rondes, des réunions publiques, des instances de concertation, des espaces de dialogue social, on en passe et des meilleures. Par exemple, ils décident d'augmenter l'âge de départ en retraite et convoquent les syndicats à leur « conférence sociale » pour essayer, au travers d'un jeu de dupes savamment orchestré, de présenter ce recul social comme le résultat d'une concertation entre toutes les parties concernées. « Nous sommes tous dans le même camp, réfléchissons ensemble ! » Et d'ordinaire, ça fonctionne à merveille.

Mais cette fois, le gouvernement et le lobby nucléaire sont tombés sur un os à Bure, en Meuse à la limite de la Haute-Marne, où la lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue se poursuit depuis 1993¹. Les opposants

locaux, qu'il devient difficile de berner, ont refusé de marcher dans la combine. Et pourtant, le dernier rouage en date inventé par les pouvoirs publics n'est pas le moins habile : il s'agit de la « commission nationale du débat public ». Un organisme réputé neutre et indépendant, chargé d'organiser des débats sur des grands projets lorsque... ceux-ci sont déjà décidés ou sur les rails.

Alors que la majorité de la population rejette l'enfouissement comme étant la pire des solutions, on nous prie de bien vouloir participer à cette mascarade de consultation : « on a déjà décidé d'enfouir, venez donner votre avis sur la profondeur du trou et la largeur des alvéoles. » *Le Monde* raconte, le lendemain : « "Dégage !"... Les opposants au projet de site de stockage de déchets radioactifs envisagé à Bure (Meuse) ont à nouveau empêché la tenue d'un débat public qui devait avoir lieu lundi 17 juin à Bar-le-Duc. Le premier débat, le 23 mai, avait connu un sort similaire. » Des centaines de participants ont en effet renvoyé à leurs

bureaux les doctes personnages cravatés qui venaient nous expliquer comment il faut penser la démocratie.

Bien sûr, ces blocages n'arrêteront pas à eux seuls le projet et le processus institutionnel n'a aucune chance d'être invalidé, mais ces actions redonnent confiance dans les possibilités de lutter localement et, qui sait, peuvent contribuer à l'amplification de la résistance, seule à même de faire vaciller ce sinistre projet. D'autre part, elles gênent vraiment les pouvoirs publics qui se trouvent confrontés à une dénonciation claire et nette de leur manipulation et de leur enfumage démocratique. De telles réactions peuvent faire boule de neige dans toute sorte de domaines et c'est bien ce qui les préoccupe.

Pour nous, c'est donc une première bataille gagnée pour la sauvegarde des générations futures, mais ce n'est pas encore la victoire. C'est pourquoi le NPA local, très investi dans le mouvement, appelle à le poursuivre et à l'amplifier, tout en faisant des propositions anticapitalistes que s'approprient progressivement bien des militants locaux :

- Arrêt immédiat de Bure. Pour les déchets existants, maintien en surface près des lieux de production, seule solution d'attente raisonnable à l'inverse de l'abandon en sous-sol.
- Sortie du nucléaire en moins de 10 ans avec un plan chiffré et argumenté.
- Passage à une production exclusivement renouvelable.
- Et pour y arriver : expropriation sans indemnité ni rachat des industriels privés de l'énergie. Socialisation intégrale de la production et de la distribution énergétique avec gestion la plus locale possible par les travailleurs et la population. □



© DR
Pendant le « débat public » du 17 juin à Bar-le-Duc.

1 Voir le site <http://burestop.free.fr>